

CENTRE *de*
POLITIQUE FISCALE MONDIALE

Dixième Édition

L'Indice de Compétitivité
Fiscale Internationale
2023



Dixième Édition

L'Indice de Compétitivité Fiscale Internationale 2023

Par

Alex Mengden

Traduit par

Cecilia Perez Weigel

Sommaire

Introduction	1
<i>L'Indice de Compétitivité Fiscale Internationale</i>	1
Classements 2023	2
Tableau 1. Classements de <i>l'Indice de Compétitivité Fiscale Internationale (ICFI) 2023</i>	3
Les principaux changements par rapport à l'année dernière	4
Tableau 2. Variations par rapport à l'année dernière	5
Changements méthodologiques	6
Impôt sur les sociétés	7
Impôts sur les revenus des particuliers	7
Impôt sur les sociétés	7
Tableau 3. Impôts sur les sociétés	8
Le taux marginal d'imposition ou la tranche marginale d'imposition des sociétés	9
Recouvrement des coûts	9
Incitations fiscales et complexité	12
Impôts sur les revenus des particuliers	16
Tableau 4. Impôts sur les revenus des particuliers	17
Impôts sur le revenu ordinaire	18
Complexité	21
Taux d'imposition des dividendes	22
Taxes à la consommation	22
Tableau 5. Taxes à la consommation	23
Taux de la taxe à la consommation	24
Assiette de la taxe à la consommation	24
Impôts fonciers	26
Les taxes sur les biens	26
Tableau 6. Impôts fonciers	27
Impôts sur la fortune nette	28
Impôts sur le capital, la fortune et la propriété des entreprises	30
Régime fiscal international	31
Tableau 7. Régime fiscal international	32
Territorialité	33
Retenues à la source	35
Réseau de conventions fiscales	36
Règles fiscales anti-évasion	36

Profils des pays	40
Méthodologie	56
Le calcul de la variable, de la sous-catégorie, de la catégorie et du score final	56
Répartition des Scores Finaux	59
Sources de données	59

Introduction

La structure du code fiscal d'un pays est un facteur déterminant de sa performance économique. Un code fiscal bien structuré est facile à respecter pour les contribuables et peut promouvoir le développement économique tout en générant des recettes suffisantes pour répondre aux priorités du gouvernement. En revanche, des systèmes fiscaux mal structurés peuvent être coûteux, déformer la prise de décision économique et nuire aux économies nationales.

De nombreux pays ont pris conscience de cela et ont réformé leur code fiscal. Au cours des dernières décennies, les taux marginaux d'imposition des revenus des sociétés et des particuliers ont considérablement diminué au sein de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Aujourd'hui, la plupart des pays de l'OCDE génèrent des revenus significatifs grâce à des impôts ayant une grande assiette, tels que les cotisations sociales et la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).¹

Toutes les modifications récentes de la politique fiscale parmi les pays de l'OCDE n'ont pas amélioré la structure des systèmes fiscaux ; au contraire, quelques modifications ont eu un impact négatif. Même si certains pays comme les États-Unis et la France ont réduit de plusieurs points de pourcentage leur taux d'imposition sur le revenu des sociétés, d'autres, comme la Colombie, l'ont augmenté. L'assiette de l'impôt sur les sociétés s'est améliorée au Portugal, tandis qu'elle est devenue moins compétitive en Belgique. Les États-Unis, le Royaume-Uni et le Chili sont en train d'éliminer progressivement les améliorations temporaires apportées à leurs assiettes de l'impôt sur les sociétés.

La pandémie de COVID-19 a conduit de nombreux pays à adopter des modifications temporaires de leur système fiscal. Confrontés aux pertes de recettes dues à la récession, les pays devront réfléchir à la meilleure manière de structurer leur système fiscal pour favoriser à la fois la reprise économique et l'augmentation des recettes.

La diversité en matière de fiscalité parmi les pays de l'OCDE crée la nécessité d'évaluer ces systèmes les uns par rapport aux autres. À cette fin, nous avons développé *l'Indice de Compétitivité Fiscale Internationale (ICFI)*, une comparaison relative des systèmes fiscaux des pays de l'OCDE en termes de compétitivité et de neutralité.

L'Indice de Compétitivité Fiscale Internationale

L'Indice de Compétitivité Fiscale Internationale vise à évaluer dans quelle mesure le système fiscal d'un pays respecte deux aspects importants de la politique fiscale : la compétitivité et la neutralité.

Un code fiscal compétitif est celui qui maintient des taux marginaux d'imposition à un niveau bas. Dans le monde globalisé d'aujourd'hui, le capital est très mobile. Les entreprises peuvent choisir d'investir dans un certain nombre de pays à travers le monde pour trouver le rendement le plus élevé. Cela signifie que les entreprises rechercheront des pays avec des taux d'imposition plus bas sur l'investissement pour maximiser leur rendement après impôt. Si le taux d'imposition d'un pays est trop élevé, cela entraînera un déplacement des investissements ailleurs, ce qui conduira à une croissance économique plus lente. De plus, des taux marginaux d'imposition élevés peuvent entraver l'investissement intérieur et entraîner une évasion fiscale.

¹ Daniel Bunn et Cecilia Perez Weigel, "Sources of Government Revenue in the OECD," Tax Foundation, 23 Février, 2023, <https://taxfoundation.org/publications/sources-of-government-revenue-in-the-oecd>

Selon les recherches de l'OCDE, les impôts sur les sociétés sont les plus préjudiciables à la croissance économique, les impôts sur le revenu personnel et les taxes de consommation étant moins préjudiciables. Les impôts sur les biens immobiliers ont le plus faible impact sur la croissance.²

Par ailleurs, un code fiscal neutre est simplement celui qui cherche à générer le plus de recettes avec le moins de distorsions économiques. Cela signifie qu'il ne favorise pas la consommation par rapport à l'épargne, comme cela se produit avec les impôts sur les investissements et les impôts sur la fortune. Cela signifie également peu ou pas d'allègements fiscaux ciblés pour des activités spécifiques exercées par des entreprises ou des particuliers.

À mesure que les lois fiscales deviennent plus complexes, elles perdent aussi en neutralité. Si, en théorie, les mêmes impôts s'appliquent à toutes les entreprises et à toutes les personnes, mais que les règles sont telles que les grandes entreprises ou les particuliers fortunés peuvent modifier leur comportement pour bénéficier d'un avantage fiscal, cela porte atteinte à la neutralité d'un système fiscal.

Un code fiscal compétitif et neutre favorise une croissance économique et des investissements durables tout en générant des recettes suffisantes pour répondre aux priorités du gouvernement.

De nombreux facteurs non liés à la fiscalité affectent la performance économique d'un pays. Néanmoins, les impôts jouent un rôle important dans la santé de l'économie d'un pays.

Pour mesurer si le système fiscal d'un pays est neutre et compétitif, *l'ICFI* examine plus de 40 variables liées à la politique fiscale. Ces variables mesurent non seulement le niveau des taux d'imposition, mais aussi la structure des impôts. *L'Indice* examine les impôts sur les sociétés, les impôts sur le revenu des particuliers, les taxes à la consommation, les impôts fonciers et le traitement des bénéfices réalisés à l'étranger. *L'ICFI* offre un aperçu complet de la comparaison des codes fiscaux des pays développés, explique pourquoi certains codes fiscaux se démarquent comme de bons ou de mauvais modèles de réforme, et fournit un aperçu important sur la manière de penser la politique fiscale.

En raison de certaines limitations de données, les récentes modifications fiscales dans certains pays peuvent ne pas être reflétées dans la version de cette année de *l'Indice de Compétitivité Fiscale Internationale*.

Classements 2023

Pour la dixième année consécutive, **l'Estonie** possède le meilleur code fiscal de l'OCDE. Son meilleur score s'explique par quatre caractéristiques positives de son système fiscal. Premièrement, l'Estonie a un taux d'imposition de 20 pour cent sur le revenu des sociétés qui s'applique uniquement aux bénéfices distribués. Deuxièmement, elle a un taux d'imposition de 20 pour cent sur le revenu des particuliers qui ne s'applique pas aux dividendes personnels. Troisièmement, sa taxe foncière ne s'applique qu'à la valeur du terrain, plutôt qu'à la valeur des biens immobiliers ou du capital. Enfin, le pays dispose d'un système fiscal territorial qui exonère de l'impôt national 100 pour cent des bénéfices étrangers réalisés par les sociétés nationales, avec peu de restrictions.

2 Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), "Tax and Economic Growth," Economics Department Working Paper No. 620, 11 Juillet 2008.

Tableau 1. Classements de l'Indice de Compétitivité Fiscale Internationale (ICFI) 2023

Pays	Classement général	Score total	Rang de l'impôt sur les sociétés	Rang de l'impôt sur le revenu des particuliers	Rang de l'impôt sur la consommation	Rang des impôts fonciers	Rang des règles fiscales internationales
Estonie	1	100.0	2	1	15	1	11
Lettonie	2	88.5	1	3	27	5	9
Nouvelle-Zélande	3	86.1	29	5	1	8	19
Suisse	4	84.7	10	9	3	36	1
République tchèque	5	81.2	6	4	25	6	10
Luxembourg	6	78.9	23	21	7	14	5
Turquie	7	78.6	11	7	13	22	7
Israël	8	78.3	13	23	11	11	8
Lituanie	9	76.6	3	10	30	7	22
Australie	10	75.9	32	14	9	4	21
Hongrie	11	75.0	4	6	38	23	3
Slovaquie	12	74.3	18	2	29	3	30
Suède	13	73.3	8	20	21	10	13
Pays-Bas	14	70.6	25	19	16	21	4
Canada	15	69.8	24	24	8	25	15
Slovénie	16	66.6	7	13	31	24	18
Norvège	17	66.6	14	27	23	15	12
Allemagne	18	66.6	31	35	14	12	6
Finlande	19	66.5	9	25	24	19	20
Autriche	20	65.3	20	30	17	16	16
États-Unis	21	65.0	22	22	4	29	35
Costa Rica	22	64.8	36	33	5	9	31
Corée du Sud	23	61.6	26	37	2	32	26
Japon	24	61.5	30	34	6	26	25
Grèce	25	61.4	19	8	33	28	23
Mexique	26	60.1	27	28	12	2	38
Belgique	27	60.0	15	11	22	30	33
Irlande	28	58.9	5	31	34	17	34
Danemark	29	58.5	17	36	20	18	29
Royaume-Uni	30	56.1	28	26	35	35	2
Espagne	31	55.8	33	17	19	37	17
Islande	32	55.5	12	18	28	34	32
Pologne	33	55.3	16	12	36	31	27
Portugal	34	52.1	37	29	26	20	28
Chili	35	50.5	35	38	10	13	37
France	36	49.1	34	32	32	33	14
Italie	37	48.4	21	16	37	38	24
Colombie	38	46.4	38	15	18	27	36

Bien que le système fiscal de l'Estonie soit le plus compétitif de l'OCDE, les systèmes fiscaux des autres pays les mieux classés obtiennent des scores élevés en raison de l'excellence dans une ou plusieurs des principales catégories fiscales. La **Lettonie**, qui a récemment adopté le système estonien d'imposition des sociétés, dispose également d'un système relativement efficace d'imposition des revenus du travail. La **Nouvelle-Zélande** a un impôt sur le revenu des particuliers relativement plat et à taux bas qui exonère largement les gains en capital (avec un taux maximal combiné de 39 pour cent), une TVA à grande assiette et ne prélève aucun impôt sur les successions, les transferts de propriété, les actifs ou les transactions financières. La **Suisse** a un taux d'imposition des sociétés relativement bas (19,7 pour cent), un impôt à la consommation faible et généralisé, et un impôt sur le revenu des particuliers qui exonère partiellement les plus-values de l'impôt. Le **Luxembourg** dispose d'une taxe à la consommation à grande assiette et d'un système fiscal international compétitif.

La **Colombie** possède le système fiscal le moins compétitif de l'OCDE. Elle a une taxe sur la fortune nette, une taxe sur les transactions financières et le taux d'imposition des sociétés le plus élevé, soit 35 pour cent. La TVA colombienne couvre moins de 40 pour cent de la consommation finale, révélant des lacunes en matière de politique et d'application.

L'Italie a le deuxième système fiscal le moins compétitif de l'OCDE. Elle comporte de multiples impôts fonciers générateurs de distorsions, avec des prélèvements distincts sur les transferts immobiliers, les successions et les transactions financières, ainsi qu'un impôt sur la fortune sur certains actifs. Le taux de TVA relativement élevé de l'Italie, soit 22 pour cent, s'applique à la cinquième assiette fiscale la plus étroite de la zone OCDE.

Les pays mal classés dans *l'ICFI* imposent souvent des taux d'imposition marginaux relativement élevés sur le revenu des entreprises ou ont plusieurs couches de règles fiscales qui contribuent à la complexité. Les cinq pays en bas du classement ont tous des taux combinés d'imposition sur les sociétés supérieurs à la moyenne. L'Irlande est mal classée dans *l'ICFI* malgré son faible taux d'imposition sur les sociétés. Cela est dû aux impôts élevés sur le revenu des particuliers et sur les dividendes, ainsi qu'à une assiette de TVA relativement étroite. Les cinq pays les moins bien classés ont des taux d'imposition sur les sociétés exceptionnellement élevés, entre 25,825 et 35 pour cent. Quatre des cinq pays les moins bien classés ont des seuils d'imposition sur le revenu exceptionnellement élevés, allant de 13 à 21 fois le revenu moyen.

Les principaux changements par rapport à l'année dernière³

Australie

L'Australie a introduit une « boîte à brevets » (ou patent box en anglais) en 2022. Le classement de l'Australie a diminué, passant de la 6^e à la 10^e place.

Belgique

La Belgique a limité les reports de pertes de 70 pour cent à 40 pour cent du montant imposable excédant 1 million d'euros en 2023. Elle a également renforcé ses règles concernant les sociétés étrangères contrôlées (SEC). Le classement de la Belgique passe du 22^{ème} au 27^{ème} rang.

³ Les scores de l'année dernière publiés dans ce rapport peuvent différer des classements publiés précédemment en raison à la fois de changements méthodologiques et de corrections apportées aux données des années précédentes.

Tableau 2. Variations par rapport à l'année dernière

Pays	Classement en 2022	Score en 2022	Classement en 2023	Score en 2023	Différence de classement de 2022 à 2023	Différence de Score de 2022 à 2023
Allemagne	20	66.4	18	66.6	2	0.2
Australie	6	78.6	10	75.9	-4	-2.7
Autriche	17	67.4	20	65.3	-3	-2.0
Belgique	22	64.4	27	60.0	-5	-4.5
Canada	15	70.0	15	69.8	0	-0.2
Chili	31	57.6	35	50.5	-4	-7.1
Colombie	38	47.3	38	46.4	0	-0.9
Costa Rica	23	63.5	22	64.8	1	1.3
République tchèque	5	81.8	5	81.2	0	-0.6
Danemark	29	58.5	29	58.5	0	0.0
Espagne	32	56.5	31	55.8	1	-0.7
Estonie	1	100.0	1	100.0	0	0.0
États-Unis	21	66.0	21	65.0	0	-1.0
Finlande	18	67.1	19	66.5	-1	-0.5
France	36	48.1	36	49.1	0	1.0
Grèce	25	62.9	25	61.4	0	-1.5
Hongrie	11	75.5	11	75.0	0	-0.5
Islande	34	55.1	32	55.5	2	0.4
Irlande	30	58.2	28	58.9	2	0.7
Israël	8	78.0	8	78.3	0	0.3
Italie	37	47.4	37	48.4	0	1.0
Japon	26	62.8	24	61.5	2	-1.3
Corée du Sud	24	63.3	23	61.6	1	-1.7
Lettonie	2	89.7	2	88.5	0	-1.2
Lituanie	9	76.7	9	76.6	0	-0.1
Luxembourg	7	78.2	6	78.9	1	0.7
Mexique	28	60.9	26	60.1	2	-0.7
Pays-Bas	14	71.0	14	70.6	0	-0.4
Nouvelle-Zélande	3	87.8	3	86.1	0	-1.7
Norvège	16	68.5	17	66.6	-1	-1.9
Pologne	33	55.3	33	55.3	0	0.0
Portugal	35	51.3	34	52.1	1	0.8
Slovaquie	12	73.9	12	74.3	0	0.4
Slovénie	19	66.7	16	66.6	3	0.0
Suède	13	73.7	13	73.3	0	-0.5
Suisse	4	85.3	4	84.7	0	-0.6
Turquie	10	75.7	7	78.6	3	2.9
Royaume-Uni	27	61.7	30	56.1	-3	-5.6

Chili

Le Chili a progressivement supprimé l'amortissement complet temporaire pour les machines, les bâtiments industriels et les actifs incorporels en 2023. Il a également élargi son assiette de TVA en 2022 en supprimant les exonérations. Le classement du Chili est passé du 31^e au 35^e rang.

France

La France a réduit son taux d'impôt sur les sociétés au fil de plusieurs années, un processus qui s'est achevé en 2022. Dans le cadre de cette réduction programmée, la France a abaissé son taux combiné sur les sociétés (y compris une surtaxe) de 28,41 pour cent en 2021 à 25,83 pour cent en 2022. Son classement dans *l'Indice* est resté inchangé à la 36^e place.

Portugal

Avant 2023, les entreprises pouvaient reporter des pertes allant jusqu'à 70 pour cent de leur revenu imposable sur une période pouvant aller jusqu'à 12 ans. Le Portugal autorise désormais des reports illimités allant jusqu'à 65 pour cent du revenu imposable. Le Portugal passe de la 35^{ème} à la 34^{ème} place.

Turquie

La Turquie a réduit son taux d'imposition sur les sociétés de 23 pour cent en 2022 à 20 pour cent en 2023. Le classement de la Turquie est passé du 10^e au 7^e rang.

Royaume-Uni

Le Royaume-Uni a progressivement supprimé sa super-déduction de 130 pour cent pour les usines et les équipements en faveur de l'amortissement complet. Il a également augmenté le taux d'imposition des sociétés principal de 19 pour cent en 2022 à 25 pour cent en 2023, tout en maintenant un taux réduit de 19 pour cent pour les petites et moyennes entreprises. Le classement du Royaume-Uni est passé du 27^{ème} au 30^{ème} rang.

États-Unis

Les États-Unis ont progressivement éliminé l'amortissement complet pour les usines et l'équipement. Il a également réduit son taux de taux implicite de subvention à la recherche et au développement (R&D) de 6,75 pour cent à 2,75 pour cent car les coûts de R&D ne peuvent plus être amortis. Le taux de subvention à la R&D aux États-Unis est le plus bas de l'OCDE. Les États-Unis restent au 21^e rang.

Changements méthodologiques

Chaque année, nous réexaminons les données et la méthodologie de *l'Indice* afin d'améliorer la manière dont il mesure à la fois la compétitivité et la neutralité. Cette année, nous avons modifié la façon dont *l'Indice* traite les impôts sur les sociétés et les impôts sur les particuliers.

Nous avons appliqué chaque changement aux années précédentes pour permettre une comparaison cohérente d'une année à l'autre. Les données pour toutes les années utilisant la méthodologie actuelle sont accessibles dans le référentiel GitHub de *l'Indice*,⁴ et une description de la manière dont *l'Indice* est calculé est fournie en annexe de ce rapport. Cependant, les éditions précédentes de *l'Indice* ne sont pas comparables aux résultats de cette édition 2023 en raison de ces changements méthodologiques.

4 Tax Foundation, "International Tax Competitiveness Index," <https://github.com/TaxFoundation/international-tax-competitiveness-index>.

Impôt sur les sociétés

Les taux de surtaxe sur les revenus des sociétés ont été remplacés par des variables muettes indiquant l'existence de surtaxes sur les revenus des sociétés. Le taux de surtaxe est intégré au taux combiné de l'impôt sur les sociétés. Auparavant, l'inclusion des taux de surtaxe remettait en cause l'interprétation puisque de nombreuses surtaxes n'étaient prélevées que sur une partie du revenu des sociétés.

Impôts sur les revenus des particuliers

Le taux de surtaxe sur le revenu des particuliers a été remplacé par une variable muette indiquant l'existence de surtaxes sur le revenu personnel. Le taux de surtaxe est inclus dans le taux combiné d'impôt sur le revenu des particuliers le plus élevé, le cas échéant.

Au cours de la production du rapport de cette année, le tableau de l'OCDE sur les taux d'imposition les plus élevés sur le revenu des particuliers (Tableau I.7) a été temporairement désactivé en raison d'erreurs dans les données. Nous avons pris une version précédente de ce tableau et avons apporté des corrections manuelles à l'aide d'autres sources. Les cotisations de sécurité sociale sont incluses lorsqu'elles ne sont pas supprimées avant le seuil supérieur ou que le taux combiné est supérieur au taux le plus élevé.

Impôt sur les sociétés

L'impôt sur les sociétés est un impôt direct sur les bénéfices d'une société. Tous les pays de l'OCDE prélèvent un impôt sur les bénéfices des sociétés, mais les taux et les assiettes d'imposition varient considérablement d'un pays à l'autre. L'impôt sur le revenu des sociétés réduit le taux de rendement après impôt des investissements des sociétés. Cela augmente le coût du capital, ce qui entraîne une baisse des niveaux d'investissement et de production économique. De plus, l'impôt sur les sociétés peut entraîner une baisse des salaires des travailleurs, une baisse des rendements pour les investisseurs et une hausse des prix pour les consommateurs.

Bien que l'impôt sur le revenu des sociétés ait un impact relativement important sur l'économie d'un pays, il génère un montant de recettes fiscales relativement faible pour la plupart des gouvernements: la moyenne de l'OCDE était de 9,8 pour cent des recettes totales en 2021.⁵

L'ICFI divise la catégorie de l'impôt sur le revenu des sociétés en trois sous-catégories. Le Tableau 3 présente le classement et le score des catégories d'impôt sur le revenu des sociétés de chaque pays, ainsi que les classements et les scores des sous-catégories, à savoir le taux d'imposition des sociétés, le recouvrement des coûts, les incitations et la complexité.

5 Daniel Bunn et Cecilia Perez Weigel, "Sources of Government Revenue in the OECD."

Tableau 3. Impôts sur les sociétés

Pays	Classement global	Score général	Classement des taux	Score des taux	Classement en termes de recouvrement des coûts	Score en termes de recouvrement des coûts	Classement en termes d'incitations fiscales / de complexité	Score en termes d'incitations fiscales / de complexité
Allemagne	31	50.9	33	33.2	8	50.8	18	73.2
Australie	32	48.4	34	33.0	18	45.9	22	72.4
Autriche	20	62.6	19	52.1	7	55.0	25	67.3
Belgique	15	66.6	21	49.0	5	61.8	16	76.9
Canada	24	58.0	27	45.1	25	43.4	14	82.5
Chili	35	40.1	29	42.6	38	24.6	34	56.2
Colombie	38	31.7	38	17.1	35	34.7	28	65.7
Costa Rica	36	39.2	34	33.0	37	29.4	29	65.5
République tchèque	6	75.6	4	68.1	23	44.7	6	91.7
Danemark	17	65.4	15	58.5	27	40.6	12	83.5
Espagne	33	48.3	21	49.0	32	37.2	36	52.2
Estonie	2	98.6	8	64.9	1	100.0	3	95.3
États-Unis	22	58.4	24	46.5	20	45.5	15	78.2
Finlande	9	74.2	8	64.9	28	40.3	2	99.8
France	34	46.3	26	46.3	12	49.4	38	34.0
Grèce	19	64.2	15	58.5	34	35.5	11	86.8
Hongrie	4	82.1	1	100.0	36	34.4	31	63.0
Islande	12	67.2	8	64.9	21	45.0	24	70.4
Irlande	5	80.5	2	88.8	29	39.9	20	72.8
Israël	13	66.7	18	55.3	13	48.8	13	82.8
Italie	21	59.0	30	40.0	3	67.6	32	62.4
Japon	30	51.0	32	33.8	31	37.4	8	90.8
Corée du Sud	26	55.0	28	44.5	9	50.5	30	64.3
Lettonie	1	100.0	8	64.9	1	100.0	1	100.0
Lituanie	3	84.3	3	80.9	4	64.6	26	66.6
Luxembourg	23	58.0	20	49.1	11	49.6	27	66.1
Mexique	27	53.5	34	33.0	26	42.3	5	93.7
Pays-Bas	25	57.6	25	46.4	16	47.1	17	73.6
Nouvelle-Zélande	29	52.5	31	39.4	33	35.5	10	87.2
Norvège	14	66.6	15	58.5	30	38.8	9	89.9
Pologne	16	66.0	4	68.1	14	48.4	35	55.7
Portugal	37	38.8	37	28.2	6	57.8	37	34.4
Royaume-Uni	28	53.4	21	49.0	19	45.7	33	56.8
Slovaquie	18	65.1	14	61.7	22	44.7	23	70.5
Slovénie	7	75.4	4	68.1	24	44.6	7	91.2
Suède	8	74.3	13	63.0	17	46.4	4	95.2
Suisse	10	71.0	7	66.0	10	50.2	19	73.2
Turquie	11	69.2	8	64.9	15	48.1	21	72.5

Le taux marginal d'imposition ou la tranche marginale d'imposition des sociétés

Le taux marginal d'imposition ou la tranche marginale d'imposition des sociétés représente le taux d'imposition auquel sera imposé tout revenu supplémentaire. Les taux marginaux élevés ont tendance à décourager la formation de capital et donc à ralentir la croissance économique.⁶ Les pays dont les taux marginaux d'imposition des sociétés sont plus élevés par rapport à la moyenne de l'OCDE obtiennent des scores inférieurs à ceux dont les taux sont inférieurs et plus compétitifs.

La Colombie impose le taux marginal d'imposition le plus élevé, à 35 pour cent, suivie du Portugal (31,5 pour cent) et de l'Australie, du Costa Rica et du Mexique (tous à 30 pour cent). Le taux marginal d'impôt sur le revenu des sociétés le plus bas de la zone OCDE se trouve en Hongrie, à 9 pour cent, suivie par l'Irlande (12,5 pour cent) et la Lituanie (15 pour cent). Le taux maximal moyen d'imposition de l'OCDE est de 23,6 pour cent pour 2023.⁷

Recouvrement des coûts

Pour une entreprise donnée, les bénéfices sont le revenu (ce qu'une entreprise réalise en ventes) moins les dépenses (les coûts d'exploitation). L'impôt sur les sociétés est censé être un impôt sur ces bénéfices. Il est donc important qu'un code fiscal définisse correctement ce qui constitue un revenu imposable. Si un code fiscal ne permet pas aux entreprises de comptabiliser l'ensemble de leurs coûts d'exploitation, leurs revenus imposables seront gonflés ainsi que leurs impôts. Ceci augmentera le coût du capital, ce qui réduira la demande de capital et entraînera une baisse des investissements et de croissance économique.

Règles de compensation des pertes : Reports prospectifs et rétrospectifs

Les dispositions relatives aux reports des pertes permettent aux entreprises soit de déduire les pertes de l'année en cours des bénéfices futurs (reports prospectifs), soit de déduire les pertes de l'année en cours des bénéfices passés (reports rétrospectifs). De nombreuses entreprises ont des projets d'investissement avec des profils de risque différents et opèrent dans des secteurs qui fluctuent considérablement en fonction du cycle économique. Les dispositions de report aident les entreprises à « lisser » leurs risques et leurs revenus, rendant le code fiscal plus neutre entre les investissements et dans le temps.⁸

Idéalement, un code fiscal permet aux entreprises de reporter leurs pertes pendant un nombre illimité d'années, garantissant ainsi qu'une entreprise soit imposée sur sa rentabilité moyenne au fil du temps. Alors que certains pays autorisent le report indéfini des pertes, d'autres imposent des limites de durée et de déductibilité.

6

7 OCDE, "OECD Tax Database, Table II.1 – Statutory corporate income tax rate," mis à jour Avril 2023, https://stats.oecd.org/index.aspx?DataSetCode=Table_II.1.

8 Tibor Hanappi, "Loss carryover provisions: Measuring effects on tax symmetry and automatic stabilisation," OECD Taxation Working Papers No. 35, Feb. 22, 2018, https://oecd-ilibrary.org/taxation/loss-carryover-provisions_bfbcd0db-en; and Michael P. Devereux and Clemens Fuest, "Is the Corporation Tax an Effective Automatic Stabilizer?" National Tax Journal 62:3 (September 2009): 429-437, <https://journals.uchicago.edu/doi/abs/10.17310/ntj.2009.3.05>.

Dans 22 des 38 pays de l'OCDE, les entreprises peuvent reporter indéfiniment leurs pertes en 2023, bien que treize d'entre eux limitent le montant du revenu imposable pouvant être compensé par les pertes des années précédentes.⁹ Parmi les seize pays ayant imposé des limites dans le temps, la période moyenne de report prospectif des pertes est de huit ans. La Hongrie, la Pologne et la Slovaquie ont les dispositions les plus restrictives en matière de report prospectif des pertes, soit 50 pour cent des pertes sur cinq ans (codifiées comme 2,5 années).¹⁰ Les pays qui permettent le report de pertes indéfiniment sont bien classés par l'*ICFI* par rapport à ceux qui limitent le nombre d'années de ce report.

Les pays sont beaucoup plus restrictifs au sujet du report rétrospectif de pertes par rapport au report prospectif. En 2023, seuls les systèmes estonien et letton permettent des reports rétrospectifs illimités de pertes.¹¹ Sur les neuf pays qui autorisent des reports rétrospectifs limités dans le temps, la période moyenne est de 1,3 an.¹² L'*ICFI* pénalise les 27 pays qui n'autorisent aucun report rétrospectif de pertes.

Recouvrement des coûts d'investissement : équipements, bâtiments et bien incorporels

Généralement, lorsqu'une entreprise calcule son revenu imposable, elle soustrait ses dépenses (les salaires et les matières premières par exemple) de ses recettes. Cependant, avec les investissements en capital (bâtiments, machines et autres équipements), le calcul devient plus compliqué. Dans la plupart des pays, les entreprises ne sont généralement pas autorisées à déduire immédiatement le coût de leurs investissements. Ils doivent plutôt amortir ces coûts sur plusieurs années, voire des décennies, selon le type d'actif.

Les tableaux d'amortissement fixent les montants que les entreprises sont légalement autorisées à déduire, ainsi que le nombre d'années sur lesquelles les actifs doivent être amortis. Par exemple, un gouvernement peut exiger qu'une entreprise amortisse un pourcentage égal du coût d'une machine sur une période de sept ans. À la fin de la période d'amortissement, l'entreprise aurait déduit le coût initial total de l'actif.

Toutefois, en raison de la valeur temporelle de l'argent (rendement réel plus l'inflation), les amortissements des années ultérieures n'ont pas la même valeur que ceux des années précédentes. Par conséquent, les entreprises perdent effectivement la capacité de déduire la totalité de la valeur actuelle de leur investissement. Ce traitement des investissements en capital sous-estime les dépenses réelles des entreprises et surestime le revenu imposable en termes de valeur actuelle.¹³

L'*ICFI* mesure les déductions pour capital d'un pays pour trois types d'actifs, à savoir les machines, les bâtiments industriels et les actifs incorporels.¹⁴ Les amortissements du capital sont exprimés en pourcentage du coût en valeur actuelle que les entreprises peuvent amortir sur la durée de vie d'un actif.

9 Les pays avec des reports illimités sont codés comme ayant des périodes de 100 ans. Certains pays limitent le montant du revenu imposable qui peut être compensé chaque année par des pertes. Par exemple, la Slovaquie autorise des reports indéfinis, mais seulement 63 pour cent du revenu imposable peut être compensé par des pertes au cours d'une année donnée. Ces restrictions sont codées comme le pourcentage du revenu imposable qui peut être compensé par les pertes multiplié par le nombre d'années autorisées. Ainsi, la Slovaquie est codée 63.

10 Bloomberg Tax, "Country Guides," <https://bloomberglaw.com/product/tax/toc/source/511920/147664382>; PwC, "Worldwide Tax Summaries," <https://pwc.com/gx/en/services/tax/worldwide-tax-summaries.html>; and individual government websites.

11 L'Estonie et la Lettonie ne disposent pas de dispositions explicites en matière de report de pertes. Cependant, leur système d'impôt sur les flux de trésorerie des sociétés permet implicitement des reports en avant et en arrière illimités des pertes.

12 Bloomberg Tax, "Country Guides," PwC, "Worldwide Tax Summaries"; et les sites Web gouvernementaux individuels.

13 Lisa Hogreve et Daniel Bunn, "Capital Cost Recovery across the OECD," Tax Foundation, 26 Avril 2022, <https://taxfoundation.org/publications/capital-cost-recovery-across-the-oecd/>.

14 Les actifs incorporels sont généralement amortis, mais la radiation est similaire à l'amortissement.

Un amortissement de 100 pour cent représente la capacité d'une entreprise à déduire en termes réels le coût total d'un investissement sur sa durée de vie. Les pays qui prévoient des amortissements plus rapides pour les investissements en capital obtiennent de meilleurs scores dans l'*ICFI*.

En moyenne, dans les pays de l'OCDE, les entreprises peuvent amortir 84,9 pour cent du coût des machines, 48,9 pour cent du coût des bâtiments industriels et 74,9 pour cent du coût des biens incorporels. En 2023, le Chili a progressivement supprimé l'amortissement complet pour les trois catégories d'actifs. Cette politique a été mise en place en réponse à la pandémie de COVID-19. De même, le Royaume-Uni a progressivement supprimé sa déduction de 130 pour cent pour les machines et a introduit un amortissement complet temporaire. Les États-Unis ont progressivement supprimé l'amortissement complet pour les machines pour permettre une déduction de 80 pour cent. L'Estonie et la Lettonie, qui ont un impôt sur les sociétés qui ne s'applique qu'aux bénéfices distribués, sont classées comme permettant d'amortir 100 pour cent de la valeur actualisée d'un investissement, car les bénéfices distribués d'une entreprise sont déterminés par ses flux de trésorerie.¹⁵

Les stocks

De la même manière que pour les investissements en capital, les coûts des stocks ne sont pas amortis pendant l'exercice au cours duquel les achats sont effectués. Ils sont plutôt déduits lorsque les stocks sont vendus. Par conséquent, les gouvernements doivent définir le coût total des stocks vendus. Il existe trois méthodes que les gouvernements autorisent les entreprises à utiliser pour calculer leurs stocks : Dernier Entré, Premier Sorti (DEPS ou LIFO) ; le coût moyen unitaire pondéré et Premier Entré, Premier Sorti (PEPS ou FIFO).¹⁶

La méthode par laquelle un pays permet aux entreprises de comptabiliser les stocks peut avoir une incidence importante sur le revenu imposable de ces entreprises. Lorsque les prix augmentent, comme c'est habituellement le cas, LIFO reste la méthode privilégiée parce qu'elle permet de rapprocher le coût des stocks du coût réel au moment de la vente. Il en résulte le revenu imposable le plus bas pour les entreprises. En revanche, le FIFO est la méthode la moins privilégiée parce qu'elle permet d'obtenir le revenu imposable le plus élevé. La méthode du coût moyen se situe entre LIFO et FIFO.

Les pays qui autorisent les entreprises à choisir la méthode LIFO reçoivent les meilleurs scores, ceux qui autorisent la méthode du coût moyen reçoivent un score moyen tandis que les pays qui n'autorisent que la méthode FIFO reçoivent les pires scores. Quatorze pays autorisent les entreprises à utiliser la méthode LIFO, dix-neuf utilisent la méthode du coût moyen et cinq pays limitent les entreprises à la méthode FIFO.¹⁷

Déduction pour Fonds Propres

Les entreprises peuvent financer leurs opérations par emprunt ou par capitaux propres. Cependant, le rendement de ces deux types de financement est imposé différemment. Les systèmes standards d'impôt sur le revenu des sociétés autorisent la déduction fiscale des paiements d'intérêts, mais pas

¹⁵ Les données et les calculs sont basés sur Hogue et Bunn, "Capital Cost Recovery across the OECD."

¹⁶ Kyle Pomerleau, "The Tax Treatment of Inventories and the Economic and Budgetary Impact of LIFO Repeal," Tax Foundation, 9 Février 2016, <https://taxfoundation.org/tax-treatment-inventories-and-economic-and-budgetary-impact-lifo-repeal/>.

¹⁷ Christoph Spengel, Frank Schmidt, Jost Heckemeyer, et Katharina Nicolay, "Effective Tax Levels Using the Devereux/Griffith Methodology," European Commission, Octobre 2021, https://taxation-customs.ec.europa.eu/system/files/2022-03/final_report_2021_effective_tax_levels_revised_en.pdf; PwC, "Worldwide Tax Summaries: Corporate - Income Determination," <https://taxsummaries.pwc.com/australia/corporate/income-determination>; et EY, "Worldwide Corporate Tax Guide 2021."

des coûts des capitaux propres, ce qui confère effectivement un avantage fiscal à l'endettement par rapport au financement par actions – ce que l'on appelle le « biais d'endettement ». Ce biais lié à l'endettement peut être considéré comme un risque réel pour la stabilité économique.¹⁸

Il existe deux grandes manières de remédier à ce biais lié à l'endettement : limiter la déductibilité fiscale des intérêts et prévoir une déduction pour les coûts des capitaux propres. La limitation de la déductibilité fiscale des charges d'intérêts crée de nouvelles distorsions, dans la mesure où les revenus d'intérêts continuent généralement d'être entièrement imposés. Une déduction pour fonds propres - ou parfois également appelée déduction des intérêts notionnels – conserve la déduction pour les frais d'intérêts mais ajoute une déduction similaire pour le rendement normal des capitaux propres, neutralisant ainsi le biais lié à l'endettement tout en éliminant les distorsions fiscales sur l'investissement.

Cinq pays de l'OCDE – la Belgique, l'Italie, la Pologne, le Portugal et la Turquie – ont introduit une déduction pour fonds propres.¹⁹ Tous les pays, à l'exception de la Pologne, appliquent la déduction uniquement aux nouveaux capitaux propres et non à l'ensemble des capitaux propres, limitant ainsi les coûts en matière de recettes fiscales tout en préservant les gains d'efficacité. La politique belge sera supprimée en 2024. Le taux de la déduction est souvent basé sur le taux des obligations d'entreprise ou d'État et, dans certains cas, est ajusté par une prime de risque.²⁰

Les pays qui ont mis en place une déduction pour fonds propres obtiennent un meilleur score dans *l'Indice*.

Incitations fiscales et complexité

Une bonne politique fiscale considère les décisions économiques de manière neutre, n'encourageant ni ne décourageant aucune activité par rapport à une autre. Une incitation fiscale est une mesure fiscale sous forme d'un crédit d'impôt, d'une déduction ou d'un taux d'imposition préférentiel s'appliquant à un type d'activité économique mais pas à d'autres. La mise en place d'incitations fiscales ou de dispositions spéciales fausse les décisions économiques.

Par exemple, lorsqu'une industrie reçoit un crédit d'impôt pour la production d'un produit donné, elle peut choisir de surinvestir dans cette activité qui pourrait autrement ne pas être rentable. En outre, le coût des dispositions spéciales est souvent compensé par un transfert de la charge fiscale à d'autres contribuables sous la forme de taux d'imposition plus élevés.

En outre, la possibilité de recevoir des incitations encourage les efforts visant à obtenir ces avantages fiscaux,²¹ comme le lobbying, qui crée une perte économique sèche supplémentaire puisque les entreprises concentrent leurs ressources sur l'influence du code fiscal au lieu de la production de produits. Par exemple, les pertes sèches aux États-Unis allouées au respect des obligations fiscales et au lobbying ont été estimées entre 215 et 987 milliards de dollars en 2012. Il a été démontré que ces

18 FMI, "Tax Policy, Leverage and Macroeconomic Stability," Policy Papers, 12 Octobre 2016, <https://imf.org/en/Publications/Policy-Papers/Issues/2016/12/31/Tax-Policy-Leverage-and-Macroeconomic-Stability-PP5073>.

19 La Commission européenne a également inclus une déduction pour les capitaux propres des entreprises dans sa proposition d'assiette commune pour l'impôt sur les sociétés dans l'Union européenne. Voir Commission européenne, "Common Consolidated Corporate Tax Base (CCCTB)," https://ec.europa.eu/taxation_customs/business/company-tax/common-consolidated-corporate-tax-base-ccctb_en. La Suisse dispose d'une déduction facultative pour les capitaux propres des entreprises au niveau cantonal, qui n'est actuellement en vigueur que dans le canton de Zurich. Voir PwC, "Worldwide Tax Summaries: Corporate – Deductions," <https://taxsummaries.pwc.com/switzerland/corporate/deductions>.

20 Bloomberg Tax, "Country Guides," PwC, "Worldwide Tax Summaries: Corporate – Deductions"; et Spengel, Schmidt, Heckemeyer, et Nicolay, "Effective Tax Levels Using the Devereux/Griffith Methodology."

21 Christopher J. Coyne et Lotta Moberg, "The Political Economy of State-Provided Targeted Benefits," *The Review of Austrian Economics* 28:3 (Juin 2014), 337.

charges liées au lobbying, ainsi qu'au respect des obligations fiscales, réduisent la croissance économique en évinçant l'activité économique potentielle.²²

L'ICFI étudie si les pays proposent des incitations telles que des dispositions relatives aux *patent boxes* et aux crédits de recherche et développement (R&D), à qui s'appliquent des taux d'imposition moins élevés sur les revenus tirés de technologies ou de procédés brevetés du pays. Les pays qui offrent de telles incitations sont moins bien notés que ceux qui n'en offrent pas.

Patent boxes (littéralement « Boîtes à brevets »)

Avec l'accélération de la mondialisation, les pays ont cherché des moyens d'empêcher les entreprises d'adopter de nouvelles raisons sociales ou de transférer leurs activités ou leurs profits à l'étranger. Une des solutions est la création de *patent boxes*.

Les *patent boxes* – également appelés régimes de propriété intellectuelle – prévoient des taux d'imposition sur les revenus dérivés de la propriété intellectuelle qui sont inférieurs aux taux légaux d'impôt sur les sociétés. Les types de propriété intellectuelle éligibles sont le plus souvent les brevets et les droits d'auteur sur les logiciels. Les brevets sont une incitation fiscale basée sur les revenus plutôt que sur les dépenses, limitant ses avantages aux projets de R&D réussis qui ont produit des droits de propriété intellectuelle plutôt que de diminuer les risques *ex ante* de la R&D grâce à des réductions de coûts.

La propriété intellectuelle est extrêmement mobile. Par conséquent, un pays peut utiliser le taux d'imposition inférieur d'un *patent box* pour inciter les entreprises à détenir leur propriété intellectuelle à l'intérieur de ses frontières. Les recherches suggèrent que les *patent boxes* sont susceptibles d'attirer de nouveaux revenus provenant des brevets, ce qui implique que les entreprises réduisent leur obligation fiscale sur les sociétés en transférant les revenus liés à la propriété intellectuelle. Les recettes fiscales devraient toutefois diminuer, car les effets négatifs du taux légal plus faible sur les revenus des brevets ne peuvent être que partiellement compensés par les recettes provenant des revenus des brevets nouvellement attirés.²³

Ces dernières années, les règles relatives aux brevets sont devenues plus strictes dans certains pays, à mesure que les exigences de l'OCDE pour lutter contre les pratiques fiscales dommageables ont été adoptées. Les pays qui suivent les normes de l'OCDE exigent désormais que les entreprises mènent une activité importante de R&D à l'intérieur de leurs frontières pour bénéficier des avantages fiscaux associés à leur propriété intellectuelle.²⁴

Au lieu de prévoir des *patent boxes* pour la propriété intellectuelle, les pays devraient avouer que tous les capitaux sont mobiles et abaisser leurs taux d'imposition des sociétés dans tous les domaines. Cela encouragerait les investissements de toutes sortes au lieu d'inciter simplement les entreprises à implanter leurs brevets dans un pays donné.

22 Jason J. Fichtner et Jacob M. Feldman, "The Hidden Costs of Tax Compliance," George Mason University, Mercatus Center, 20 Mai 2013, http://mercatus.org/sites/default/files/Fichtner_TaxCompliance_v3.pdf.

23 Rachel Griffith, Helen Miller, et Martin O'Connell, "Ownership of Intellectual Property and Corporate Taxation," *Journal of Public Economics* 112 (Avril 2014): 12–23, <https://sciedirect.com/science/article/pii/S0047272714000103>.

24 OCDE, "Action 5: Agreement on Modified Nexus Approach for IP Regimes," 2015, <https://oecd.org/ctp/beps-action-5-agreement-on-modified-nexus-approach-for-ip-regimes.pdf>; et OCDE, "Harmful Tax Practices – Peer Review Results," Janvier 2022, <http://oecd.org/tax/beps/harmful-tax-practices-peer-review-results-on-preferential-regimes.pdf>.

Dix-sept pays de l'OCDE – Australie, Belgique, Corée du Sud, France, Hongrie, Irlande, Israël, Lituanie, Luxembourg, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Slovaquie, Espagne, Suisse, Turquie et Royaume-Uni – ont adopté une législation sur les *patent boxes*, les taux et les exonérations variant selon les pays.²⁵ Les États-Unis bénéficient d'un taux d'imposition réduit pour les profits provenant des exportations liées à la propriété intellectuelle détenue aux États-Unis, qui est considérée comme une boîte à brevets dans *l'Indice*. Les pays qui ont un régime de *patent boxes* obtiennent de moins bons résultats que ceux qui ne l'ont pas.

Recherche et développement

En l'absence d'un amortissement complet, le crédit d'impôt pour investissements en recherche et développement permet de compenser partiellement les coûts d'investissement des entreprises. Malheureusement, ce crédit d'impôt est rarement équitable - il fixe des activités très précises qui sont admissibles - et sa mise en œuvre est souvent complexe.

Comme pour les autres incitations fiscales, les crédits d'impôts pour recherche et développement faussent les décisions d'investissement et conduisent à une allocation inefficace des ressources.²⁶ De plus, le désir d'obtenir des incitations fiscales pour la recherche et développement encourage les activités de lobbying qui consomment des ressources et nuisent à l'investissement et à la production. En Italie, par exemple, les entreprises peuvent s'engager dans un processus de négociation d'incitations, telles que des prêts à court terme et des crédits d'impôt.²⁷

Les pays pourraient mieux utiliser les recettes consacrées aux incitations fiscales spéciales pour offrir un taux d'imposition des sociétés plus faible dans tous les secteurs ou pour améliorer le traitement des investissements en capital.

Le taux de subvention fiscale implicite sur les dépenses de R&D, élaboré par l'OCDE, mesure l'ampleur de l'allègement fiscal de R&D basé sur les dépenses dans les différents pays. Les taux de subvention fiscale implicite sont mesurés comme la différence entre une unité d'investissement en R&D et le revenu avant impôts requis pour atteindre le seuil de rentabilité de cette unité d'investissement, en supposant qu'il s'agisse d'une entreprise représentative. En d'autres termes, il mesure l'étendue du traitement préférentiel accordé à la R&D dans un système fiscal donné. Plus les dispositions fiscales en faveur de la R&D sont généreuses, plus les taux de subvention fiscale implicite pour la R&D sont élevés. Un taux de subvention implicite de zéro signifie que la R&D ne bénéficie pas d'un traitement fiscal préférentiel.

Parmi les pays de l'OCDE, la Colombie a le taux de subvention fiscale implicite sur les dépenses de R&D le plus élevé, soit 46 pour cent. L'Islande et le Portugal arrivent en deuxième et troisième position en termes d'allègement généreux, avec des taux de subvention fiscale implicites de 35 et 34 pour cent, respectivement.

25 Bloomberg Tax, "Country Guides," PwC, "Worldwide Tax Summaries: Corporate - Tax credits and incentives," <https://taxsummaries.pwc.com/australia/corporate/tax-credits-and-incentives>; et OCDE, "Intellectual Property Regimes," https://qdd.oecd.org/data/IP_Regimes.

26 Cela ne signifie pas que les crédits de R&D ne répondent pas à leur objectif politique consistant à favoriser l'innovation par le biais des activités de R&D, du transfert de technologie et de l'entrepreneuriat. Voir FMI, "Acting Now, Acting Together," Avril 2016, <https://imf.org/en/Publications/FM/Issues/2016/12/31/Acting-Now-Acting-Together>. Cependant, les crédits de R&D profitent davantage à certaines entreprises et secteurs qu'à d'autres, créant ainsi des distorsions dans l'économie. Voir Gary Guenther, "Research Tax Credit: Current Law and Policy Issues for the 114th Congress," Congressional Research Service, Mars 2015, <https://fas.org/spp/crs/misc/RL31181.pdf>, et Fulvio Castellacci et Christine Mee Lie, "Do the effects of R&D tax credits vary across industries? A meta-regression analysis," *Research Policy* 44:4 (Mai 2015), 819-832, <https://sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0048733315000128>

27 Deloitte, "International Tax - Italy Highlights 2022," Janvier 2022, <https://www2.deloitte.com/content/dam/Deloitte/global/Documents/Tax/dttl-tax-italy-highlights-2023.pdf>.

Parmi les pays qui accordent un allègement notable, les États-Unis (3 pour cent), le Mexique (6 pour cent) et la Turquie (6 pour cent) sont les moins généreux. Les taux de subvention fiscale implicites du Costa Rica, de l'Estonie, de la Finlande, d'Israël, de la Lettonie, du Luxembourg et de la Suisse ne font apparaître aucun allègement fiscal significatif en matière de R&D basé sur les dépenses.²⁸

Les pays qui offrent des incitations fiscales plus généreuses en matière de dépenses de R&D obtiennent un score inférieur à l'*ICFI*.

Taxes sur les Services Numériques

Au cours des dernières années, plusieurs pays de l'OCDE ont mis en place des taxes sur les services numériques (ou *Digital Services Taxes, DST* en anglais). Les DST sont des taxes sur certaines sources de revenus bruts des grandes entreprises numériques. Leur assiette fiscale comprend généralement les revenus provenant soit d'un ensemble spécifique de biens ou de services numériques (par exemple, la publicité en ligne ciblée), soit basés sur le nombre d'utilisateurs numériques dans un pays. Des seuils de recettes nationales et mondiales relativement élevés limitent l'imposition aux grandes multinationales.

Les DST limitent effectivement l'économie numérique en limitant la taxe à certaines sources de revenus des grandes entreprises numériques, créant ainsi des distorsions basées sur la taille de l'entreprise et son modèle économique. En outre, comme les DST sont perçues sur les revenus plutôt que sur les bénéfices, elles ne tiennent pas compte de la rentabilité et affectent donc de manière disproportionnée les entreprises dont les marges bénéficiaires sont plus faibles.

En 2023, huit pays de l'OCDE avaient mis en œuvre une DST : l'Autriche, la France, la Hongrie, l'Italie, la Pologne, l'Espagne, la Turquie et le Royaume-Uni.²⁹

Les pays qui ont mis en œuvre un DST reçoivent un score inférieur à l'*ICFI*.

Complexité

L'*ICFI* quantifie la complexité du code fiscal des entreprises en mesurant le nombre d'impôts (et de taux) distincts qui s'appliquent aux revenus des entreprises, l'existence de taux de surtaxe sur les revenus des entreprises et le montant des recettes que les pays perçoivent des impôts sur les bénéfices des entreprises autres que l'impôt sur le revenu des sociétés. Ces charges sont mesurées en additionnant les taux distincts qui s'appliquent au revenu des entreprises, en identifiant les surtaxes applicables et en s'appuyant sur les données de l'OCDE pour mesurer la part des recettes provenant des impôts sur le revenu des entreprises autres que l'impôt sur le revenu des sociétés.

Les pays qui appliquent plusieurs taux aux revenus des sociétés, des surtaxes et qui perçoivent des recettes sur les revenus et les bénéfices en dehors de l'impôt sur le revenu normal obtiennent de moins bons scores sur l'*ICFI*.

28 OCDE, "R&D Tax Incentive Indicators: Implied tax subsidy rates on R&D expenditures," <https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=RDSUB>. La mesure utilisée dans l'*Indice* est le taux de subvention fiscale implicite moyen des PME et des grandes entreprises déficitaires et rentables.

29 KPMG, "Taxation of the digitalized economy: Developments summary," mis à jour 27 Juin, 2022, <https://tax.kpmg.us/content/dam/tax/en/pdfs/2022/digitalizedeconomy-taxation-developments-summary.pdf>.

Le pays ayant le plus grand nombre de taux d'imposition distincts est le Costa Rica, avec cinq. La Corée du Sud et le Portugal suivent avec quatre. Quatorze pays de l'OCDE n'ont pas de taux d'imposition ou d'assiettes multiples pour l'impôt sur les sociétés.³⁰

Les surtaxes sur les sociétés sont relativement rares dans les pays de l'OCDE, quatre pays seulement appliquant une surtaxe sur les revenus des entreprises. Le Portugal, le Luxembourg, l'Allemagne et la France appliquent tous une surtaxe sur tout ou partie de leur assiette d'impôt sur les sociétés.³¹

Les données de l'OCDE sur les recettes fiscales comportent une catégorie pour les recettes qui ne sont pas imputables aux impôts normaux sur le revenu des particuliers ou des entreprises.³² Les données montrent que le Chili (10,4 pour cent), la Suisse (6,4 pour cent), le Danemark (5,4 pour cent) et le Costa Rica (4,9 pour cent) perçoivent une part non négligeable des recettes provenant des revenus (y compris les revenus des particuliers) provenant d'impôts autres que l'impôt sur les sociétés ou l'impôt sur le revenu des particuliers. Dix-sept pays de l'OCDE ne perçoivent aucune recette dans cette catégorie.

Impôts sur les revenus des particuliers

L'impôt sur les revenus des particuliers est l'un des moyens les plus habituels de générer des recettes pour financer le gouvernement. Cet impôt est prélevé sur le revenu d'un particulier ou d'un ménage (salaires et, souvent, gains en capital et dividendes) pour financer les opérations des administrations publiques. Ces impôts sont généralement progressifs, ce qui signifie que le taux d'imposition du revenu d'un particulier augmente à mesure qu'il gagne de l'argent.

En outre, les pays ont des cotisations sociales. Ces cotisations sociales généralement forfaitaires sont prélevées sur les revenus salariaux en plus de l'impôt général sur le revenu des particuliers d'un pays. Toutefois, les recettes provenant de ces taxes sont généralement affectées spécifiquement aux programmes d'assurance sociale comme l'assurance-chômage, les régimes de pension du gouvernement et l'assurance-maladie

L'impôt sur les revenus des particuliers a l'avantage d'être l'un des impôts les plus transparents. Les contribuables sont informés du montant total des impôts qu'ils versent à un moment donné du processus, contrairement aux taxes à la consommation, qui sont perçues et remises par une entreprise, et un individu peut ne pas être conscient du fardeau total de la taxe sur la consommation qu'il supporte.

La plupart des pays taxent les particuliers sur leurs revenus en utilisant deux approches. Premièrement, les pays imposent les revenus du travail au moyen de l'impôt sur le revenu et des charges sociales ordinaires. La structure de ces impôts peut influencer la décision des individus de travailler, d'accepter un emploi supplémentaire à temps partiel ou de décider si un deuxième revenu du ménage sera rentable. Deuxièmement, les particuliers sont imposés sur leurs économies à travers les impôts sur les gains en capital et les dividendes. Dans la plupart des cas, ces impôts constituent une deuxième couche d'imposition sur les bénéfices des sociétés et peuvent avoir un impact sur les décisions concernant le montant à épargner et à investir. Des impôts élevés sur les gains en capital et les dividendes peuvent réduire l'épargne et l'investissement agrégés dans un pays.

30 EY, "Worldwide Corporate Tax Guide 2022."

31 *Ibid.*

32 OCDE, "Revenue Statistics - OECD countries: Comparative tables," <https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=REV>. La mesure utilisée dans l'Indice est les recettes fiscales en pourcentage de l'imposition totale, code 1300 : non imputable entre 1 100 et 1 200.

Tableau 4. Impôts sur les revenus des particuliers

Pays	Classement général	Score général	Classement de l'impôt sur le revenu	Score d'impôt sur le revenu	Classement de complexité	Score de complexité	Classement des gains en capital / Dividendes	Score des gains en capital / Dividendes
Allemagne	35	52.3	19	78.0	34	55.9	23	55.5
Australie	14	75.6	13	80.7	2	99.9	21	60.4
Autriche	30	58.1	37	55.0	2	99.9	25	53.3
Belgique	11	77.9	28	70.0	2	99.9	15	76.7
Canada	24	64.2	20	76.5	2	99.9	34	42.0
Chili	38	36.3	38	22.3	2	99.9	33	45.2
Colombie	15	74.7	29	69.4	32	75.0	2	93.0
Costa Rica	33	55.2	6	86.1	38	27.4	13	77.8
République tchèque	4	94.4	2	93.8	2	99.9	10	83.8
Danemark	36	50.2	31	66.5	2	99.9	37	25.0
Espagne	17	69.5	24	75.2	2	99.9	24	54.2
Estonie	1	100.0	1	100.0	2	99.9	4	88.3
États-Unis	22	68.4	21	76.4	2	99.9	27	50.7
Finlande	25	64.1	26	72.9	2	99.9	32	45.8
France	32	55.9	35	62.5	2	99.9	35	40.6
Grèce	8	89.2	15	80.4	2	99.9	6	87.9
Hongrie	6	91.1	3	93.5	30	99.5	13	77.8
Islande	18	69.2	10	82.8	31	78.5	19	64.1
Irlande	31	56.5	17	78.5	2	99.9	38	24.3
Israël	23	68.0	22	76.0	2	99.9	28	50.1
Italie	16	70.8	23	75.7	2	99.9	22	56.3
Japon	34	53.0	30	68.6	34	55.9	18	67.4
Corée du Sud	37	49.3	33	66.1	34	55.9	20	62.5
Lettonie	3	94.6	4	90.1	2	99.9	4	88.3
Lituanie	10	84.0	8	84.5	2	99.9	16	73.1
Luxembourg	21	68.7	14	80.4	34	55.9	8	85.8
Mexique	28	60.3	34	62.8	33	64.9	11	80.3
Pays-Bas	19	69.0	18	78.3	2	99.9	29	49.7
Nouvelle-Zélande	5	93.8	7	85.6	2	99.9	3	91.6
Norvège	27	62.6	12	81.6	2	99.9	36	33.2
Pologne	12	77.1	25	74.6	2	99.9	17	70.0
Portugal	29	59.5	36	58.4	2	99.9	26	52.4
Royaume-Uni	26	64.1	27	70.5	2	99.9	31	48.4
Slovaquie	2	99.9	5	89.2	2	99.9	1	100.0
Slovénie	13	77.1	32	66.1	2	99.9	12	79.2
Suède	20	68.7	16	78.9	1	100.0	30	48.4
Suisse	9	89.1	9	83.4	2	99.9	9	84.5
Turquie	7	89.4	11	81.9	2	99.9	7	86.8

Le score d'un pays en matière d'impôt sur le revenu des particuliers est déterminé par trois sous-catégories : le taux et la progressivité des taxes sur les salaires, la complexité de l'impôt sur le revenu et la mesure dans laquelle cet impôt double l'imposition des revenus des entreprises. Le Tableau 4 montre les positions et les scores pour l'ensemble de la catégorie Impôts sur les revenus des particuliers ainsi que pour chaque sous-catégorie.

Impôts sur le revenu ordinaire

L'impôt sur le revenu ordinaire est prélevé sur le revenu des particuliers. De nombreux pays, comme les États-Unis, dépendent de l'impôt sur le revenu des particuliers comme source importante de revenus.³³ Ces impôts servent à générer des bénéfices à la fois pour les opérations générales du gouvernement et pour des programmes spécifiques, tels que l'assurance sociale et l'assurance maladie fournies par le gouvernement.

L'impôt sur le revenu imposé par un pays est mesuré en fonction de trois variables : le taux maximal auquel le revenu ordinaire est imposé, la progressivité de l'impôt sur le revenu et l'efficacité économique des impôts sur le travail

Taux marginal supérieur d'imposition sur le revenu

La plupart des régimes fiscaux ont une structure fiscale progressive. Cela signifie qu'à mesure que les particuliers gagnent un revenu plus élevé, ils passent à des tranches d'imposition dont les taux sont plus élevés. Le taux marginal d'imposition le plus élevé est le taux d'imposition sur tous les revenus dépassant un certain niveau. Par exemple, les États-Unis ont 7 tranches d'imposition, la 7^{ème} tranche (supérieure) impose chaque dollar supplémentaire de revenu supérieur 578,125 \$ (693,750\$ pour une déclaration conjointe) à un taux de 37 pour cent.³⁴ De plus, les personnes qui se situent dans la tranche la plus élevée paient également des charges sociales, des impôts d'état et des impôts locaux sur le revenu, ce qui représente un taux marginal qui s'élève à 44,7 pour cent.³⁵

Les particuliers tiennent compte du taux marginal d'imposition lorsqu'ils décident de travailler une heure supplémentaire. Dans de nombreux cas, la décision portera sur l'acceptation d'un deuxième emploi à temps partiel ou sur la question de savoir si les ménages composés de deux adultes auront un ou deux salariés. Si un individu est confronté à un taux d'imposition marginal de 30 pour cent sur ses revenus actuels, accepter un travail supplémentaire ou un autre quart de travail signifierait que seulement 70 pour cent de ces revenus pourraient être rapportés à la maison.

Les taux élevés d'imposition des particuliers rendent le travail supplémentaire plus coûteux, ce qui réduit le coût relatif du non-travail. Il est donc plus probable qu'un individu choisisse ses loisirs plutôt que son travail, en maintenant ses horaires actuels plutôt que de passer à un travail à temps plein ou d'effectuer un travail supplémentaire. Des taux d'imposition élevés augmentent le coût du travail, ce qui peut diminuer les heures travaillées et, par conséquent, réduire la quantité de production dans l'économie.

³³ Daniel Bunn et Cecilia Perez Weigel, "Sources of Government Revenue in the OECD."

³⁴ Alex Durante, "2023 Tax Brackets," Tax Foundation, 18 Octobre 2022, <https://taxfoundation.org/publications/federal-tax-rates-and-tax-brackets/>.

³⁵ OCDE, "OECD Tax Database: Table I.7 - Top statutory personal income tax rates," updated May 2022, https://stats.oecd.org/index.aspx?DataSetCode=TABLE_I7. Les cotisations sociales des salariés sont incluses lorsqu'elles ne sont pas supprimées avant le seuil supérieur ou lorsque le taux global est supérieur au taux maximum.

Les pays où les taux marginaux d'imposition sur le revenu sont élevés obtiennent un score inférieur à celui des pays où les taux marginaux d'imposition sont faibles. La Slovénie a les taux marginaux d'imposition sur le revenu les plus élevés (y compris cotisations sociales salariales), soit 67,5 pour cent. L'Estonie a le taux le plus bas, soit 21,6 pour cent.³⁶

Niveau de revenu auquel s'applique le taux maximal

Le niveau auquel le taux marginal maximal commence à s'appliquer est également important. Si un pays a un taux maximal de 20 pour cent que presque tout le monde paie à tout revenu supérieur à 10,000 \$, ce pays a principalement un impôt à taux unique. En revanche, un régime fiscal dont le taux maximal s'applique à tous les revenus supérieurs à un million de dollars exige un taux marginal d'imposition beaucoup plus élevé pour générer le même montant de recettes, car il vise un petit nombre de personnes qui gagnent un revenu élevé.

Les pays ayant les taux les plus élevés qui s'appliquent à des niveaux inférieurs obtiennent de meilleurs résultats à l'*ICFI*. L'*ICFI* fonde sa mesure sur le niveau de revenu auquel le taux maximum commence par rapport au revenu moyen du pays. Selon cette mesure, le Mexique applique son impôt au niveau de revenu le plus élevé (le taux marginal d'imposition le plus élevé s'applique à 25,2 fois le revenu moyen mexicain), tandis que la Hongrie applique son taux maximal au premier dollar, avec un impôt à taux unique de 15 pour cent.³⁷

Le coût économique des impôts sur le travail

Tous les impôts créent des pertes économiques ; cependant, les systèmes fiscaux devraient être conçus pour minimiser ces pertes tout en répondant aux besoins en revenus.

Une façon d'examiner l'efficacité de la fiscalité du travail dans un pays est de contrôler le niveau de taxation du travail en utilisant le rapport entre le coin fiscal marginal et le coin fiscal moyen.³⁸ Le coin fiscal marginal influence le choix de gagner un autre dollar de revenu tout en le coin fiscal moyen mesure le fardeau fiscal au niveau de revenu actuel.³⁹ Un ratio plus élevé signifie qu'à mesure qu'une personne gagne plus de revenus, l'influence du système fiscal sur ces décisions et les pertes économiques qui en découlent augmentent. Un ratio inférieur signifie qu'un individu peut décider de travailler davantage sans que le système fiscal ne modifie ses décisions.

Par exemple, un individu est confronté à un coin fiscal moyen sur ses revenus de 20 pour cent et son coin fiscal marginal est également de 20 pour cent. Cette personne pourrait travailler plus d'heures sans que le fardeau fiscal relatif n'augmente. Le rapport entre le coin fiscal marginal de ce travailleur et son coin fiscal moyen est de 1. Une autre personne confrontée à un coin fiscal moyen de 20 pour cent sur ses revenus et à un coin fiscal marginal de 30 pour cent, aurait cependant la décision de travailler davantage, influencé par le système fiscal. Le rapport entre le coin fiscal marginal de ce travailleur et son coin fiscal moyen est de 1,5.

³⁶ *Ibid*

³⁷ *Ibid*

³⁸ La charge fiscale marginale à laquelle est confronté un travailleur moyen dans un pays et le coût fiscal total du travail pour un travailleur moyen dans un pays sont appelés respectivement coin fiscal marginal et moyen. Le coin fiscal comprend les impôts sur le revenu et les cotisations de sécurité sociale (du côté des salariés comme du côté des employeurs). Le rapport entre les coins fiscaux marginaux et moyens est calculé à partir des données de l'OCDE sur les coins fiscaux totaux marginaux et moyens à quatre niveaux de revenu pour les personnes seules sans personnes à charge. Il s'agit de la moyenne des coins fiscaux totaux marginaux à 67 pour cent, 100 pour cent, 133 pour cent et 167 pour cent du salaire moyen divisée par la moyenne des coins fiscaux totaux moyens à 67 pour cent, 100 pour cent, 133 pour cent et 167 pour cent du salaire moyen.

³⁹ Cristina Enache, "A Comparison of the Tax Burden on Labor in the OECD," Tax Foundation, 19 Avril, 2021, <https://taxfoundation.org/publications/compari-son-tax-burden-labor-oecd/>.

L'ICFI donne aux pays ayant des coûts élevés associés aux recettes de l'impôt sur le revenu un score plus mauvais en raison de l'impact plus élevé que ces systèmes ont sur les décisions des travailleurs

La Hongrie a le ratio le plus bas, soit un dollar dépensé pour chaque dollar supplémentaire provenant des taxes sur le travail.⁴⁰ Cela s'explique par le fait que la Hongrie a un taux d'impôt sur le revenu uniforme, de sorte que le coin fiscal marginal et le coin fiscal moyen sont les mêmes. En revanche, en Israël ce ratio est de 1,6. La moyenne des pays de l'OCDE est de 1,54.⁴¹

La complexité se mesure par le taux de toute surtaxe sur le revenu des particuliers et par le montant des recettes provenant des cotisations de sécurité sociale autres que celles provenant des charges sociales patronales ou des salariés. Ces mesures témoignent d'approches non conventionnelles en matière d'imposition des revenus du travail et, dans le cas des surtaxes, d'un système d'impôt sur le revenu des particuliers moins transparent. *L'Indice* pénalise les pays avec des surtaxes et des revenus importants provenant de charges sociales atypiques pour les employeurs et les employés.

Quatre pays de l'OCDE prélèvent une surtaxe sur le revenu personnel : l'Allemagne, le Japon, la Corée du Sud et le Luxembourg. L'Allemagne prélève une surtaxe de solidarité de 5,5 pour cent sur l'impôt sur le revenu payé au-delà de 17 539 euros, ce qui équivaut à un revenu du travail supérieur à 65 500 euros pour les déclarants uniques, augmentant ainsi son taux marginal d'imposition sur le revenu le plus élevé de 45 pour cent à 47,475 pour cent. Le Japon applique une surtaxe de 2,1 pour cent sur tous les impôts sur le revenu nationaux (mais pas locaux).

Quatre pays de l'OCDE perçoivent une part importante de leurs revenus grâce aux cotisations de sécurité sociale non conventionnelles. Au Costa Rica, ces recettes représentent 28,9 pour cent des recettes fiscales totales. Le Mexique (14 pour cent), la Colombie (10 pour cent) et l'Islande (8,5 pour cent) constituent les autres membres de ce groupe.

Impôts sur les gains en capital et les dividendes

En plus des impôts sur les salaires, les régimes fiscaux de nombreux pays exigent des impôts sur les gains en capital. Pour ce faire, ils prélèvent des impôts sur les revenus provenant des gains en capital et des dividendes.

Il y a gain en capital lorsqu'un particulier achète un actif (habituellement des actions d'une société) au cours d'une période et le vend en réalisant un bénéfice. Un dividende est un versement effectué à un particulier à partir d'un bénéfice du groupe après impôts.

Les impôts sur les gains en capital et sur les dividendes constituent une forme de double imposition des bénéfices des entreprises qui constitue une pression fiscale exercée sur le capital ainsi que ses revenus. Lorsqu'une société réalise un profit, elle doit payer l'impôt sur le revenu des sociétés. Elle peut alors généralement faire l'une des deux choses suivantes : elle peut soit conserver les bénéfices après impôt, ce qui augmentera la valeur de l'entreprise et donc le cours de ses actions, et dans ce cas, les actionnaires vendront les actions et réaliseront un gain en capital, ce qui les obligera ensuite à payer l'impôt sur ce revenu, sinon, elle peut distribuer les bénéfices après impôts aux actionnaires

40 Le ratio de la Colombie est de 0. Cependant, cela est dû au fait qu'un travailleur célibataire gagnant le salaire moyen du pays ne paie pas d'impôt sur le revenu des particuliers.

41 OCDE, "OECD Tax Database, Table I.4. Marginal personal income tax and social security contribution rates on gross labour income," mis à jour Avril 2023, https://stats.oecd.org/index.aspx?DataSetCode=TABLE_I4; et OCDE, "OECD Tax Database, Table I.5. Average personal income tax and social security contribution rates on gross labour income," mis à jour Avril 2023, https://stats.oecd.org/index.aspx?DataSetCode=TABLE_I5.

sous forme de dividendes. Les actionnaires qui recevront ces dividendes paieront à leur tour un impôt sur ce revenu.

Une entreprise qui réalise un bénéfice imposable de 1 million de dollars et paie 20 pour cent d'impôts sur le revenu des sociétés aurait 800 000 dollars pour soit réinvestir dans l'entreprise, ce qui augmenterait la valeur des actions, ou à verser un dividende. Un actionnaire pourrait être soumis à un impôt supplémentaire de 20 pour cent sur les gains de la vente des actions ou sur un dividende de l'entreprise. En effet, le système taxe les bénéfices de l'entreprise à 36 pour cent au total. Une personne espérant qu'un investissement fournisse un rendement réel de 10 pour cent pourrait ne voir qu'un rendement après impôts de 6,4 pour cent.

Certains systèmes fiscaux tiennent compte de cette double imposition potentielle, soit par le biais de crédits d'impôt sur les plus-values pour les impôts sur les sociétés payés, soit par d'autres déductions. Un tel système fiscal permet une imposition intégrée des bénéfices des entreprises, ou « intégration des entreprises ».⁴²

Complexité

Outre la double imposition, les impôts sur les dividendes et les plus-values peuvent modifier les incitations des entreprises lorsqu'elles cherchent à financer de nouveaux projets. Si une entreprise peut financer un nouveau projet en vendant de nouvelles actions ou en réinvestissant ses bénéfices, les impôts imposés aux investisseurs peuvent influencer l'approche qui permettra d'obtenir des rendements après impôt plus élevés. La Norvège utilise un taux de rendement sur les impôts sur les plus-values pour neutraliser la décision entre réinvestir les bénéfices ou vendre de nouvelles actions.⁴³

De manière générale, les impôts sur les dividendes et les gains en capital créent un parti pris contre l'épargne et l'investissement, réduisent la formation de capital et ralentissent la croissance économique.⁴⁴

Dans *l'ICFI*, un pays obtient un meilleur score s'il arrive à réduire l'impôt sur les gains en capital et les dividendes.

Taux d'imposition des gains en capital

Les pays imposent généralement des impôts sur les gains en capital à un taux inférieur à celui qu'ils imposent sur les revenus ordinaires, à condition que des conditions spécifiques soient remplies. Par exemple, les États-Unis imposent des impôts sur les gains en capital à un taux réduit si le contribuable détient l'actif pendant au moins un an avant de le vendre (on parle alors de gains en capital à long terme).⁴⁵ *L'ICFI* donne aux pays dont les taux relatifs aux gains en capital sont plus élevés un score plus défavorable que ceux dont les taux sont plus bas.

42 Taylor LaJoie et Elke Asen, "Double Taxation of Corporate Income in the United States and the OECD," Tax Foundation, 13 Janvier, 2021, <https://taxfoundation.org/double-taxation-of-corporate-income/>

43 Jan Södersten, "Why the Norwegian Shareholder Income Tax is Neutral," International Tax and Public Finance, 26 Avril, 2019, <https://link.springer.com/content/pdf/10.1007/s10797-019-09544-x.pdf>.

44 Daniel Bunn et Elke Asen, "Savings and Investment: The Tax Treatment of Stock and Retirement Accounts in the OECD," Tax Foundation, 26 Mai, 2021, <https://taxfoundation.org/savings-and-investment-oecd/>.

45 Erica York, "An Overview of Capital Gains Taxes," Tax Foundation, 16 Avril 2019, <https://taxfoundation.org/capital-gains-taxes/>.

Certains pays utilisent des dispositions supplémentaires pour tenter d'atténuer la double imposition des revenus due à l'impôt sur les gains en capital. Par exemple, le Royaume-Uni accorde une exonération annuelle de EUR 6,000 (7,400 USD ⁴⁶) et le Canada n'impose pas la moitié des revenus de gains en capital aux impôts.⁴⁷

Le Danemark a le taux d'imposition sur les gains en capital le plus élevé de l'OCDE, soit 42 pour cent. La Belgique, la Corée du Sud, le Luxembourg, la Nouvelle-Zélande, la Slovénie, la Slovaquie, la Suisse et la Turquie n'imposent pas les gains en capital.⁴⁸

Taux d'imposition des dividendes

L'impôt sur les dividendes peut avoir un impact négatif sur la formation de capital dans un pays. Des taux d'imposition élevés sur les dividendes augmentent le coût du capital, ce qui décourage l'investissement et ralentit la croissance économique.

Les taux des pays sont exprimés en tant que le taux marginal d'imposition sur les dividendes le plus élevé après toute imputation ou crédit d'impôt.

Les pays où les taux d'imposition globaux sur les dividendes sont moins élevés obtiennent de meilleurs résultats pour l'ICFI en raison de l'effet du taux d'imposition des dividendes sur le coût de l'investissement (c.-à-d. le coût du capital) et de la neutralité de la fiscalité de la demande et de l'épargne. L'Irlande a le taux d'imposition des dividendes le plus élevé de l'OCDE, soit 51 pour cent. L'Estonie et la Lettonie ont un taux d'imposition des dividendes de 0 pour cent en raison de leur système d'impôt sur les sociétés basé sur les flux de trésorerie, et le taux d'imposition des dividendes le plus élevé de Colombie est de 0. La moyenne de l'OCDE est de 24 pour cent.⁴⁹

Taxes à la consommation

Les taxes à la consommation sont prélevées sur les achats de biens et de services par les particuliers. Dans les pays de l'OCDE et dans la plupart des pays du monde, la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est l'impôt général sur la consommation le plus répandu.⁵⁰ La plupart des impôts généraux sur la consommation ne taxent pas les intrants commerciaux intermédiaires ou accordent un crédit pour les impôts déjà payés sur ceux-ci, ce qui les rend l'un des moyens les plus efficaces économiquement de générer des recettes fiscales.

46 Le taux de change moyen GBP-USD de 2021 a été utilisé. Voir IRS, "Yearly Average Currency Exchange Rates," <https://irs.gov/individuals/international-tax-payers/yearly-average-currency-exchange-rates>.

47 Deloitte, "Tax Guides and Highlights."

48 Bloomberg Tax, "Country Guide"; PwC, "Quick Charts: Capital gains tax (CGT) rates," <https://taxsummaries.pwc.com/quick-charts/capital-gains-tax-cgt-rates>; et PwC, "Worldwide Tax Summaries: Individual - Income determination," <https://www.taxsummaries.pwc.com/>. Lorsque le taux d'imposition des plus-values varie selon le type d'actif vendu, le taux d'imposition applicable à la vente d'actions cotées après une période prolongée est utilisé. Comprend les surtaxes le cas échéant.

49 OCDE, "OECD Tax Database, Table II.4 - Overall statutory tax rates on dividend income," mis à jour Mai 2022, https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=TABLE_II4.

50 Il existe d'autres types de taxes à la consommation, comme les droits d'accise. Toutefois, ces taxes sont généralement étroitement assises, car elles sont prélevées sur des biens, services et activités spécifiques, plutôt que sur l'ensemble de la consommation finale. L'Indice ne prend en compte que les taxes générales à la consommation (TVA et taxe sur les ventes au détail).

Tableau 5. Taxes à la consommation

Pays	Classement général	Score général	Classement du taux	Score du taux	Classement de base	Score de base
Allemagne	14	65.1	13	53	13	65.4
Australie	9	81.6	3	89.5	30	47.4
Autriche	17	58.8	16	49	18	60.4
Belgique	22	52.2	21	44.9	21	55
Canada	8	81.7	6	79.8	19	59.2
Chili	10	79.8	13	53	2	88.1
Colombie	18	58.2	13	53	23	54.6
Costa Rica	5	86	7	77.3	9	68.7
République tchèque	25	50.4	21	44.9	27	52.3
Danemark	20	53.5	35	28.7	4	76.2
Espagne	19	57.3	21	44.9	15	63
Estonie	15	64.2	16	49	8	68.8
États-Unis	4	93.6	1	100	25	53.4
Finlande	24	51.6	32	32.8	10	68.6
France	32	41.2	16	49	36	33.2
Grèce	33	38.2	32	32.8	29	47.8
Hongrie	38	31.8	38	20.6	26	52.3
Islande	28	47.4	32	32.8	16	62.1
Irlande	34	36.1	29	36.8	34	39.8
Israël	11	77.8	10	61.1	5	75.4
Italie	37	32.9	27	40.9	37	30
Japon	6	85.7	3	89.5	24	53.8
Corée du Sud	2	95	3	89.5	11	68.1
Lettonie	27	48.3	21	44.9	28	49
Lituanie	30	45.8	21	44.9	32	45.1
Luxembourg	7	84.5	10	61.1	3	85.7
Mexique	12	67.6	9	65.2	22	54.7
Pays-Bas	16	59.7	21	44.9	12	66.6
Nouvelle-Zélande	1	100	8	69.2	1	100
Norvège	23	51.6	35	28.7	7	73.4
Pologne	36	35.2	29	36.8	35	38.4
Portugal	26	50.3	29	36.8	17	61.7
Royaume-Uni	35	35.6	16	49	38	24.5
Slovaquie	29	46.3	16	49	33	41
Slovénie	31	44	27	40.9	31	47.2
Suède	21	52.4	35	28.7	6	74.6
Suisse	3	94.9	2	98.8	20	57
Turquie	13	66.8	12	57.1	14	63.2

Cependant, de nombreux pays définissent leur assiette fiscale de manière inefficace. La plupart des pays appliquent des taux d'imposition réduits et exonèrent certains biens et services de la TVA, ce qui les oblige à prélever des taux d'imposition standard plus élevés pour générer des recettes suffisantes. Certains pays ne parviennent pas à exonérer correctement les intrants commerciaux. Par exemple, les États-Unis imposent souvent des taxes sur les ventes de machines et d'équipements.⁵¹

Le score d'un pays en matière de taxe à la consommation est divisé en trois sous-catégories : le taux d'imposition, l'assiette fiscale et la complexité. Le Tableau 5 présente les classements et les scores pour la catégorie taxes à la consommation.

Taux de la taxe à la consommation

Si elles sont perçues au même taux et sont correctement structurées, la TVA et la taxe sur les ventes au détail (TVD) rapporteront chacune à peu près les mêmes recettes. Idéalement, une TVA ou une TVD doit être prélevée sur toute la consommation finale (bien qu'elles soient appliquées de manière différente). Avec une assiette suffisamment large de la taxe à la consommation, il n'est pas nécessaire que le taux auquel la taxe est prélevée soit élevé. Une TVA ou une TVD à taux réduit et à structure neutre limite les distorsions économiques tout en générant des recettes suffisantes.

Toutefois, de nombreux pays ont des taxes à la consommation qui exonèrent des biens et des services qui devraient être taxés. Cela exige qu'un pays (ou des États, dans le cas des États-Unis) impose un taux plus élevé que celui qui serait autrement nécessaire pour obtenir des recettes suffisantes. S'ils ne sont pas structurés de manière neutre, les taux d'imposition élevés créent des distorsions économiques en décourageant l'achat de biens et de services fortement taxés en faveur de biens et de services non taxés ou fournis par des particuliers.

Les pays où les taux de taxes à la consommation sont moins élevés obtiennent de meilleurs résultats que ceux où ces taux sont plus élevés. Cela s'explique par le fait que des taux plus bas découragent moins l'activité économique et permettent d'accroître la consommation et l'investissement futurs.

Le taux moyen de la taxe à la consommation dans les pays de l'OCDE est de 19,0 pour cent. La Hongrie a le taux le plus élevé (27 pour cent), tandis que les États-Unis ont le taux le plus bas (7,4 pour cent).⁵²

Assiette de la taxe à la consommation

Idéalement, une TVA ou une taxe sur les ventes au détail devrait être prélevée sur toute la consommation finale. En d'autres termes, les recettes publiques devraient être égales au montant de la consommation dans l'économie multiplié par le taux de la taxe sur les ventes ou de la TVA. Cependant, les assiettes des taxes à la consommation de nombreux pays sont loin d'atteindre cet idéal. Soit ces pays exonèrent un trop grand nombre de biens et de services, ce qui exige un taux plus élevé qu'il ne serait autrement nécessaire, soit ils appliquent la taxe aux intrants d'entreprise, ce qui augmente le coût du capital.

51 Janelle Fritts et Jared Walczak, 2023 State Business Tax Climate Index, Tax Foundation, 22 Octobre, 2022, <https://taxfoundation.org/2023-state-business-tax-climate-index/>.

52 OCDE, "Taxes on Consumption: Value Added Tax/Goods and Services Tax (VAT/GST) (1976-2021): VAT/GST: standard and any reduced rates (2022)," <http://oecd.org/tax/tax-policy/tax-database/>. Le taux de taxe de vente aux États-Unis est la moyenne de tous les taux de taxe de vente des États américains (pondérés par la population). Voir Janelle Fritts, "State and Local Sales Tax Rates, 2023," Tax Foundation, 7 Février, 2023, <https://taxfoundation.org/2023-sales-taxes/>. Le taux de taxe à la consommation canadien est la moyenne des taux d'imposition de toutes les provinces canadiennes (pondérées par la population). Voir Retail Council of Canada, "Sales Tax Rates by Province," <https://retailcouncil.org/resources/quick-facts/sales-tax-rates-by-province/>.

Le seuil d'exonération de la TVA/des Taxes sur les ventes au détail

La plupart des pays de l'OCDE fixent des seuils d'exonération pour leur TVA/taxe sur les ventes. Cela signifie que les ventes d'articles taxables d'une entreprise doivent atteindre une certaine valeur avant que cette entreprise ne soit tenue de s'enregistrer et de payer la TVA ou la taxe sur les ventes de ses produits.⁵³ Même s'il se peut que l'exemption des très petites entreprises permette d'économiser du temps et de l'argent en matière de conformité, des seuils inutilement élevés créent une distorsion en favorisant les petites entreprises plutôt que les grandes.

Les pays obtiennent de meilleurs scores pour les seuils inférieurs. Le Royaume-Uni reçoit le pire score avec un seuil de TVA de 123,188 \$.⁵⁴ Sept pays obtiennent les meilleurs scores pour l'absence de seuil de TVA/taxe sur les ventes (Chili, Colombia, Costa Rica, Mexique, Espagne, Turquie et États-Unis). La moyenne des pays de l'OCDE qui ont un seuil de TVA est d'environ 57 500\$.⁵⁵

Assiette des taxes à la consommation en proportion de la consommation totale

Une façon de mesurer l'assiette de la TVA d'un pays est le ratio des recettes de la TVA. Ce ratio examine la différence entre les recettes de la TVA effectivement perçues et les recettes de la TVA potentielles sous une TVA appliquée au taux standard sur toutes les consommations finales. La différence entre les recettes réelles et potentielles de la TVA est due à 1:) des choix politiques visant à exonérer certains biens et services de la TVA ou à les taxer à un taux réduit, et 2) à un manque de conformité à la TVA.⁵⁶

Par exemple, si la consommation finale dans un pays est de 100 \$ et qu'un pays perçoit une TVA de 10 pour cent sur tous les biens et services, une assiette parfaite rapporterait 10 \$. Une perception de recettes inférieure à 10 \$ reflète soit un nombre élevé d'exonérations prévues dans le code fiscal, soit un très faible niveau de conformité (ou les deux). L'assiette fiscale est le rapport entre les recouvrements nets et les recouvrements réels. Les pays dont le ratio de l'assiette fiscale est proche de 1, ce qui signifie une assiette fiscale parfaite, obtiennent de meilleurs résultats.

En vertu de cette mesure, la Nouvelle-Zélande dispose de l'assiette fiscale la plus large, couvrant environ 100 pour cent de la consommation totale. Le Luxembourg et l'Estonie suivent avec des ratios de 0,86 et 0,78 respectivement. La Grèce (0,36), les États-Unis (0,36) et la Colombie (0,37) ont les pires ratios. La moyenne de l'OCDE pour le ratio de l'assiette fiscale est de 0,58.⁵⁷

53 Les seuils d'exonération de TVA répertoriés dans l'Index s'appliquent généralement aux entreprises résidentes. Les entreprises non-résidentes peuvent être confrontées à des seuils différents.

54 Mesuré en dollars américains (parité de pouvoir d'achat, PPA).

55 OCDE, "Taxes on Consumption: Value Added Tax/Goods and Services Tax (VAT/GST) (1976-2019): VAT/GST: Registration/Collection Thresholds (2021)."

56 Le même concept peut être appliqué aux taxes sur les ventes au détail.

57 Le ratio des recettes de TVA a été calculé à l'aide de la formule suivante, conformément aux calculs VRR de l'OCDE : $VRR = \frac{\text{Recettes de TVA}}{[(\text{Consommation} - \text{Recettes de TVA}) \times \text{taux de TVA standard}]}$. Les calculs sont basés sur l'OCDE, "Consumption Tax Trends 2018," 5 Dec 2018, https://read.oecd-ilibrary.org/taxation/consumption-tax-trends-2018_ctt-2018-en#page92.

Impôts fonciers

Les impôts fonciers sont des redevances gouvernementales sur les actifs d'un particulier ou d'une entreprise. Les méthodes et les intervalles de recouvrement varient considérablement selon les types d'impôts fonciers. Les impôts sur les successions, par exemple, sont dus au décès d'un particulier et au transfert de sa succession à un héritier. Les impôts sur les biens immobiliers, en revanche, sont payés à intervalles fixes, souvent annuellement, sur la valeur des biens imposables comme les terrains et les maisons.

De nombreux types d'impôts fonciers créent de fortes distorsions et ajoutent une complexité considérable pour les contribuables. Les impôts sur les successions et les héritages découragent le travail supplémentaire et l'épargne, ce qui nuit à la productivité et à la production. Les taxes sur les transactions financières augmentent le coût du capital, ce qui limite les flux de capitaux d'investissement à leurs allocations les plus efficaces.⁵⁸ Les impôts sur la fortune limitent le capital disponible dans l'économie, ce qui nuit à la croissance économique et à l'innovation sur le long terme.⁵⁹

Une bonne politique fiscale minimise les distorsions de marché. À l'exception des impôts sur les terrains, la plupart des impôts fonciers augmentent les distorsions de marché et ont des effets négatifs à long terme sur la productivité et la croissance d'une économie.

Le Tableau 6 montre les classements et les scores pour la catégorie des impôts fonciers et chacune de ses sous-catégories, soit les taxes sur les biens immobiliers, l'impôt sur la fortune et l'impôt sur les successions ainsi que l'impôt sur le capital et l'impôt sur les transactions.

Les taxes sur les biens

Les taxes sur les biens sont prélevées de façon récurrente sur les biens imposables, comme les biens immobiliers ou le capital des entreprises. Par exemple, dans la plupart des États ou municipalités des États-Unis, les entreprises et les particuliers paient une taxe foncière basée sur la valeur de leurs biens immobiliers.

Structure des taxes sur les biens

Bien que les taxes sur les biens soient généralement un moyen efficace de générer des revenus, certains peuvent se transformer en impôts directs sur le capital. Cela se produit lorsqu'une taxe s'applique à plus que la valeur du terrain lui-même, comme les bâtiments ou les structures qui s'y trouvent. Cela augmente le coût du capital et décourage sa formation (comme la construction de structures) et peut avoir une incidence négative sur les décisions d'implantation des entreprises.

Lorsqu'une entreprise souhaite améliorer sa propriété en rénovant ou en agrandissant une usine, une taxe foncière qui s'applique à la fois au terrain et à ces améliorations augmente directement les coûts de ces améliorations. Toutefois, une taxe qui s'appliquerait uniquement à la valeur du terrain ne créerait pas d'incitation à l'amélioration des propriétés. Cependant, une taxe qui s'applique uniquement à la valeur du terrain encouragerait les améliorations foncières.

58 Colin Miller et Anna Tyger, "The Impact of a Financial Transaction Tax," Tax Foundation, 23 Janvier, 2020, <https://taxfoundation.org/financial-transaction-tax/>.
59 Huaqun Li et Karl Smith, "Analysis of Sen. Warren and Sen. Sanders' Wealth Tax Plans," Tax Foundation, 27 Janvier, 2020, <https://taxfoundation.org/wealth-tax/>.

Tableau 6. Impôts fonciers

Pays	Classement général	Score général	Classement de l'impôt foncier	Score de l'impôt foncier	Classement des impôts sur la fortune/sur les biens	Score des impôts sur la fortune/sur les biens	Classement des impôts sur le capital/sur les transactions	Score des impôts sur le capital/sur les transactions
Allemagne	12	68.2	9	71.1	12	70.9	7	79.1
Australie	4	79.4	2	82.6	1	100.0	14	63.9
Autriche	16	62.9	30	47.4	1	100.0	14	63.9
Belgique	30	45.1	23	61.8	34	49.4	25	48.1
Canada	25	52.9	33	38.8	1	100.0	29	46.6
Chili	13	67.4	19	65.1	12	70.9	5	84.8
Colombie	27	48.2	20	63.8	32	57.2	32	46.1
Costa Rica	9	73.6	12	70.7	1	100.0	22	63.4
République tchèque	6	76.7	5	73.9	12	70.9	1	100.0
Danemark	18	62.3	24	58.4	12	70.9	7	79.1
Espagne	37	36.6	22	62.4	37	28.0	32	46.1
Estonie	1	100.0	1	100.0	1	100.0	1	100.0
États-Unis	29	46.1	35	35.1	12	70.9	14	63.9
Finlande	19	61.0	16	67.3	12	70.9	22	63.4
France	33	40.7	27	52.3	34	49.4	25	48.1
Grèce	28	47.1	28	50.0	12	70.9	29	46.6
Hongrie	23	57.0	13	70.0	12	70.9	25	48.1
Islande	34	40.2	38	22.6	12	70.9	14	63.9
Irlande	17	62.7	10	71.0	12	70.9	22	63.4
Israël	11	68.6	29	48.4	1	100.0	7	79.1
Italie	38	31.8	36	35.0	34	49.4	32	46.1
Japon	26	50.3	25	56.6	12	70.9	29	46.6
Corée du Sud	32	41.0	34	37.4	12	70.9	32	46.1
Lettonie	5	77.1	17	66.5	1	100.0	7	79.1
Lituanie	7	75.3	11	70.9	12	70.9	1	100.0
Luxembourg	14	64.9	3	75.0	12	70.9	14	63.9
Mexique	2	80.5	6	73.7	1	100.0	7	79.1
Pays-Bas	21	59.2	21	63.0	12	70.9	14	63.9
Nouvelle-Zélande	8	74.6	31	46.0	1	100.0	1	100.0
Norvège	15	63.1	8	71.3	32	57.2	7	79.1
Pologne	31	43.9	26	54.6	12	70.9	37	30.8
Portugal	20	60.6	18	66.0	12	70.9	14	63.9
Royaume-Uni	35	40.1	37	33.9	12	70.9	25	48.1
Slovaquie	3	80.4	14	69.5	1	100.0	5	84.8
Slovénie	24	55.0	32	42.9	12	70.9	7	79.1
Suède	10	72.5	15	67.9	1	100.0	14	63.9
Suisse	36	36.9	4	74.2	37	28.0	37	30.8
Turquie	22	57.7	7	72.9	12	70.9	32	46.1

Les pays qui imposent des taxes sur la valeur du capital ainsi que les terrains reçoivent les pires scores de *l'ICFI*. Certains pays atténuent ces dispositions en déduisant les impôts fonciers payés du revenu imposable des sociétés. Ces pays obtiennent des scores légèrement meilleurs. Les pays reçoivent le meilleur score s'ils n'ont pas d'impôt foncier ou s'ils n'appliquent que des taxes sur le terrain.

Tous les pays de l'OCDE, à l'exception de l'Australie et de l'Estonie, appliquent leur taxe foncière à l'ensemble du capital (terrain et bâtiments/structures).⁶⁰ Ces pays ne taxent que la valeur du terrain, ce qui exclut la valeur des bâtiments ou des structures sur le terrain. Sur les 35 pays de l'OCDE qui prélèvent des impôts fonciers sur l'ensemble du capital, 30 autorisent une déduction du revenu imposable des sociétés.⁶¹

Perception des taxes sur les biens immobiliers

La variable « collectes d'impôts fonciers » mesure les recettes de l'impôt foncier en pourcentage du stock de capital privé d'un pays. Des charges fiscales plus élevées, notamment sur le capital, ont tendance à ralentir l'investissement, ce qui nuit à la productivité et à la croissance économique.

Les pays dont la perception présente un taux élevé de leur stock de capital imposent une charge fiscale plus lourde aux contribuables et reçoivent une note moins élevée pour *l'ICFI*. Sept pays de l'OCDE ont des recettes de taxe foncière supérieures à 1 pour cent du stock de capital privé. En tête de ce groupe, on trouve le Royaume-Uni (1,8 pour cent), les États-Unis (1,7 pour cent) et le Canada (1,6 pour cent). L'Autriche, la République tchèque, le Luxembourg, le Mexique et la Suisse ont un fardeau de taxe foncière réel inférieur à 0,1 pour cent du stock de capital privé.⁶²

Impôts sur la fortune et sur les successions

De nombreux pays prélèvent également des impôts fonciers sur la fortune des individus. Ces impôts peuvent prendre la forme d'impôts sur les successions ou sur les héritages prélevés soit sur l'héritage d'une personne décédée, soit sur la transmission des biens du défunt aux héritiers. Ces impôts peuvent également prendre la forme d'un impôt récurrent sur la fortune nette d'un particulier. Les impôts sur les successions limitent les ressources disponibles pour l'investissement ou la production et réduisent l'incitation à épargner et à investir.⁶³ Cette réduction des investissements nuit à la croissance économique. De plus, ces impôts, notamment ceux sur les successions, peuvent être évités grâce à certaines techniques de planification, ce qui fait de ces impôts une source de revenus inefficaces et inutilement complexes

Impôts sur la fortune nette

Outre les impôts sur les successions et les héritages, certains pays prélèvent des impôts sur la fortune. Les impôts sur la fortune sont souvent des taxes progressives à faible taux sur les actifs d'un individu, d'une famille ou d'une société. Contrairement aux droits de succession, les impôts sur la for-

60 Lorsque l'assiette de l'impôt foncier est fixée au niveau sous-national, *l'Indice* évalue le modèle le plus représentatif. Par exemple, en Allemagne, certains États lient les impôts fonciers uniquement à la superficie, à l'emplacement ou à la valeur du terrain. Cependant, la plupart des États utilisent le modèle fédéral qui impose également la valeur des bâtiments. Voir <https://grundsteuerreform.de/>.

61 Deloitte, "Tax Guides and Highlights," <https://dits.deloitte.com/#TaxGuides>; Bloomberg Tax, "Country Guides"; et PwC, "Worldwide Tax Summaries: Corporate - Income Determination."

62 Calculs de l'auteur utilisant l'OCDE, "OECD Revenue Statistics - OECD Countries: Comparative tables," mis à jour Décembre 2021, <https://stats.oecd.org/index.aspx?DataSetCode=rev>; et FMI, "IMF Investment and Capital Stock Dataset, 1960-2019," Mai 2021, <https://infrastructuregovern.imf.org/content/dam/PIMA/Knowledge-Hub/dataset/IMFInvestmentandCapitalStockDataset2021.xlsx>.

63 Jared Walczak, "State Inheritance and Estate Taxes: Rates, Economic Implications, and the Return of Interstate Competition," Tax Foundation, 17 Juillet 2017, https://taxfoundation.org/state-inheritance-estate-taxes-economic-implications/#_ftn84.

tune sont prélevés chaque année. Alors que certains pays prélèvent une taxe complète sur la fortune nette, d'autres limitent leurs impôts sur la fortune à des actifs sélectionnés, tels que des comptes de sécurité, des actifs financiers détenus à l'étranger ou des biens immobiliers.

Quatre pays prélèvent des impôts sur la fortune nette, à savoir la Colombie, la Norvège, l'Espagne et la Suisse. La Belgique, la France et l'Italie imposent des impôts sur la fortune sur des actifs sélectionnés. Les pays sans impôt sur la fortune obtiennent le meilleur score, les pays avec des impôts sur la fortune sur des actifs sélectionnés obtiennent un score moyen, et les pays avec des impôts sur la fortune nette obtiennent le score le plus bas.⁶⁴

Impôts sur les successions, les héritages et les dons

Les droits de succession sont prélevés sur la valeur de la succession imposable d'un individu au moment de sa mort et sont payés par la succession elle-même, tandis que les droits de donation sont prélevés sur la valeur des biens transférés aux héritiers d'un individu décédé et sont payés par les héritiers (et non par la succession de l'individu décédé). Les droits de donation sont des taxes sur le transfert de biens (espèces, actions et autres biens) qui sont généralement utilisées pour empêcher les individus de contourner les droits de succession et de donation en faisant don de leurs biens avant leur décès.

Les taux, les niveaux d'exonération et les règles varient considérablement d'un pays à l'autre. Par exemple, les États-Unis prélèvent un taux maximum de 40 pour cent sur les successions mais ont un niveau d'exonération de 12,92 millions de dollars. La région de Bruxelles-Capitale en Belgique, quant à elle, a une taxe sur les successions avec une exonération de 15 000 euros (14 270 dollars américains)⁶⁵ et une variété de taux d'imposition en fonction de la personne qui reçoit les biens de la succession et de la nature des biens.⁶⁶

Les impôts sur les successions, l'héritage et les donations créent des coûts de conformité importants pour les contribuables tout en générant des revenus insignifiants. Selon les données de l'OCDE pour 2021, les impôts sur les successions, l'héritage et les donations dans les pays de l'OCDE ont généré en moyenne 0,15 pour cent du PIB en recettes fiscales, le montant le plus élevé étant de seulement 0,74 pour cent du PIB en France, malgré un taux d'imposition sur les successions pouvant atteindre jusqu'à 60 pour cent dans certains cas.⁶⁷

Les pays sans ces taxes obtiennent de meilleurs scores que les pays qui en ont. Treize pays de l'OCDE n'imposent aucun impôt sur les successions, les successions ou les donations : Australie, Autriche, Canada, Colombie, Costa Rica, Estonie, Israël, Lettonie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Norvège, Slovaquie et Suède. Tous les autres prélèvent un impôt sur les successions, l'héritage ou les dons.⁶⁸

64 Bloomberg Tax, "Country Guides"; et EY, "Worldwide Estate and Inheritance Tax Guide 2022," https://ey.com/en_gl/tax-guides/worldwide-estate-and-inheritance-tax-guide.

65 Le taux de change moyen EUR-USD 2022 a été utilisé. See IRS, "Yearly Average Currency Exchange Rates."

66 EY, "Worldwide Estate and Inheritance Tax Guide 2022."

67 OCDE, "OECD Revenue Statistics - OECD Countries: Comparative tables."

68 Bloomberg Tax, "Country Guides"; EY, "Worldwide Estate and Inheritance Tax Guide 2022"; PwC, "Worldwide Tax Summaries: Individual Taxes – Other taxes."

Impôts sur le capital, la fortune et la propriété des entreprises

Les pays prélèvent un certain nombre d'impôts sur les actifs et le capital fixe des entreprises. Il s'agit notamment des impôts sur le transfert de biens immobiliers, des impôts sur l'actif net des entreprises, des impôts sur les rassemblements de capitaux et des impôts sur les transactions financières. Ces impôts contribuent directement au coût du capital des entreprises et réduisent le taux de rendement du capital investi après impôt.

Les droits de mutation immobilière

Les droits de mutation immobilière sont des taxes sur le transfert de propriétés (biens immobiliers, aménagement des terrains, machines) d'une personne ou d'une entreprise à une autre. Un exemple courant aux États-Unis est la « real estate transfer tax », qui est généralement perçue au niveau des États sur la valeur des maisons achetées par des particuliers.⁶⁹ Les droits de mutation immobilière représentent un impôt direct sur le capital et augmentent le coût d'achat d'une propriété.

Les pays reçoivent un mauvais score s'ils ont des droits de mutation immobilière. Six pays de l'OCDE, n'ont pas de droits de mutation immobilière : le Chili, la République tchèque, l'Estonie, la Lituanie, la Nouvelle-Zélande, et la Slovaquie.⁷⁰

Impôts sur les actifs des sociétés

Tout comme les impôts sur la fortune, les impôts sur les actifs sont prélevés sur la richesse ou les actifs d'une entreprise. Par exemple, le Luxembourg prélève une taxe de 0,5 pour cent sur la richesse nette mondiale des entreprises luxembourgeoises non transparentes chaque année.⁷¹ De même, les cantons suisses prélèvent des impôts sur les actifs nets des sociétés, variant de 0,001 pour cent à 0,5 pour cent des actifs nets des sociétés.⁷² D'autres pays prélèvent ces impôts exclusivement sur les actifs bancaires.

Dix-neuf pays de l'OCDE ont un type d'impôt sur la richesse ou les actifs des entreprises. Quatorze de ces pays ont des impôts bancaires sous une forme ou une autre.⁷³

Droits d'apport

Les droits d'apport sont des taxes sur l'émission d'actions. Généralement, les pays prélèvent ces taxes à des taux très bas ou exigent des frais fixes et minimales. Par exemple, la Suisse exige que les sociétés résidentes paient un impôt de 1 pour cent sur l'émission d'actions.⁷⁴ Ces types d'impôts augmentent le coût du capital, limitent les fonds disponibles pour l'investissement et rendent plus difficile la création d'entreprises.⁷⁵

69 Janelle Fritts et Jared Walczak, 2023 State Business Tax Climate Index.

70 Deloitte, "Tax Guides and Highlights"; Bloomberg Tax, "Country Guides."

71 Le Luxembourg prélève également cet impôt sur les sociétés non luxembourgeoises, mais uniquement sur la fortune détenue au Luxembourg. Voir Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, "Net wealth tax," 22 Mars, 2017, <http://guichet.public.lu/entreprises/en/fiscalite/impots-benefices/impots-divers/impot-fortune/index.html>.

72 PwC, "Worldwide Tax Summaries: Corporate Taxes – Other taxes."

73 Bloomberg Tax, "Country Guides - Other Taxes," et "Country Guides - Special Industries," https://bloomberglaw.com/product/tax/toc_view_menu/3380.

74 PwC, "Worldwide Tax Summaries: Corporate Taxes."

75 EUR-Lex, "Council Directive 2008/7/EC, concerning indirect taxes on the raising of capital," February 2008, <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/ALL/?uri=CELEX:32008L0007>

Les pays ayant des droits d'apport obtiennent de moins bons scores que les pays qui n'en ont pas. Dix pays de l'OCDE perçoivent un droit d'apport.⁷⁶

Taxes sur les transactions financières

Une taxe sur les transactions financières est un prélèvement sur la vente ou le transfert d'un actif financier. Les taxes sur les transactions financières prennent différentes formes selon les pays. La Finlande prélève une taxe de 1,6 pour cent sur le transfert de titres finlandais. D'autre part, la Pologne prélève un droit de timbre de 1 pour cent sur les échanges de droits de propriété, en fonction de la valeur de la transaction. Pour les transactions en bourse, la taxe est à la charge de l'acheteur.⁷⁷

Les taxes sur les transactions financières imposent une couche d'imposition supplémentaire sur l'achat ou la vente d'actions. Les marchés fonctionnent grâce à la productivité et les capitaux doivent circuler rapidement pour être utilisés de la façon la plus productive possible sur le plan économique. Une taxe sur les transactions financières entrave ce processus.⁷⁸

L'ICFI classe les pays ayant des taxes sur les transactions financières dans une catégorie inférieure à celle des pays qui n'en ont pas. Quatorze pays de l'OCDE imposent des taxes sur les transactions financières, dont la France et le Royaume-Uni, tandis que vingt-quatre pays n'imposent pas de taxes sur les transactions financières.⁷⁹

Régime fiscal international

Dans une économie de plus en plus mondialisée, les entreprises étendent souvent leurs activités au-delà des frontières de leur pays d'origine pour atteindre des clients et construire des chaînes d'approvisionnement à l'échelle mondiale. Les pays ont des règles définies qui déterminent comment, ou si, les revenus des entreprises générés à l'étranger sont imposés au niveau national. Les règles fiscales transfrontalières comprennent les systèmes et réglementations que les pays appliquent à ces activités commerciales.

On observe une tendance croissante à passer de la taxation mondiale à un système de taxation territoriale, dans lequel l'impôt sur les sociétés d'un pays est limité aux bénéfices générés sur son territoire.⁸⁰ Dans un système de taxation territoriale pure, les sociétés ne paient des impôts que dans le pays où elles génèrent des revenus. Depuis les années 1990, le nombre de pays de l'OCDE avec des systèmes fiscaux mondiaux a chuté de plus de 20 à une poignée.⁸¹

Après l'adoption de la loi « Tax Cuts and Jobs Act » à la fin de 2017, les États-Unis ont adopté un régime hybride de fiscalité internationale. Les dividendes de source étrangère sont maintenant exonérés, mais les dispositions de lutte contre l'érosion de l'assiette fiscale sont maintenant plus strictes et plus complexes.⁸²

⁷⁶ Bloomberg Tax, "Country Guides," et PwC, "Worldwide Tax Summaries: Corporate Taxes."

⁷⁷ *Ibid.*

⁷⁸ Colin Miller et Anna Tyger, "The Impact of a Financial Transaction Tax."

⁷⁹ *Ibid.*

⁸⁰ Narine Nersesyan, "Chapter 3: The Current International Tax Architecture: A Short Primer," in *Corporate Income Taxes under Pressure Why Reform Is Needed and How It Could Be Designed* (Washington, D.C.: FMI, 2021), <https://imf.org/en/Publications/Books/Issues/2021/03/01/Corporate-Income-Taxes-under-Pressure-Why-Reform-Is-Needed-and-How-It-Could-Be-Designed-48604>.

⁸¹ *Ibid.*

⁸² Kyle Pomerleau, "A Hybrid Approach: The Treatment of Foreign Profits under the Tax Cuts and Jobs Act," Tax Foundation, 3 Mai, 2018, <https://taxfoundation.org/treatment-foreign-profits-tax-cuts-jobs-act/>

Tableau 7. Régime fiscal international

Pays	Classement général	Score général	Classement d'exemption des dividendes/ de gains en capital	Score d'exemption des dividendes/ de gains en capital	Classement des retenues d'impôt à la source	Score des retenues à la source	Rang des conventions fiscales	Score des conventions fiscales	Classement anti-évasion fiscale	Score anti-évasion fiscale
Allemagne	6	87.5	15	97.3	12	63.4	5	77.9	11	57.7
Australie	21	72.2	1	100.0	29	40.4	33	44.6	3	78.8
Autriche	16	76.9	1	100.0	16	58.8	12	73.3	30	39.5
Belgique	33	59.8	1	100.0	37	25.6	7	77.2	38	21.3
Canada	15	78.8	31	69.8	32	38.0	5	77.9	3	78.8
Chili	37	38.0	37	27.9	36	30.7	36	36.8	8	69.7
Colombie	36	39.9	36	46.2	21	50.4	37	23.2	9	60.7
Costa Rica	31	61.6	1	100.0	19	54.0	38	17.3	7	75.8
République tchèque	10	81.7	16	81.6	13	62.8	9	76.6	11	57.7
Danemark	29	62.0	16	81.6	26	45.4	20	64.8	30	39.5
Espagne	17	76.2	26	78.9	24	48.5	7	77.2	11	57.7
Estonie	11	80.8	16	81.6	3	91.2	26	55.7	11	57.7
États-Unis	35	50.1	29	76.4	37	25.6	25	58.3	30	39.5
Finlande	20	72.7	16	81.6	11	65.3	20	64.8	22	48.6
France	14	79.9	28	77.3	17	56.6	2	94.8	30	39.5
Grèce	23	70.4	16	81.6	10	67.0	31	51.8	11	57.7
Hongrie	3	96.7	1	100.0	1	100.0	17	69.4	11	57.7
Islande	32	61.3	1	100.0	18	56.3	33	44.6	30	39.5
Irlande	34	59.2	35	51.5	25	46.1	23	62.9	11	57.7
Israël	8	84.8	1	100.0	34	36.9	28	54.4	1	100.0
Italie	24	67.2	26	78.9	31	38.6	4	81.1	30	39.5
Japon	25	64.4	30	74.9	23	49.3	22	63.5	22	48.6
Corée du Sud	26	63.8	34	56.5	26	45.4	9	76.6	22	48.6
Lettonie	9	83.9	16	81.6	1	100.0	26	55.7	11	57.7
Lituanie	22	71.1	16	81.6	8	70.9	32	50.5	11	57.7
Luxembourg	5	92.6	1	100.0	4	87.1	16	70.0	11	57.7
Mexique	38	35.5	37	27.9	35	34.6	29	53.8	30	39.5
Pays-Bas	4	95.3	1	100.0	4	87.1	11	75.3	11	57.7
Nouvelle-Zélande	19	73.8	1	100.0	22	49.9	35	41.4	3	78.8
Norvège	12	80.7	25	80.7	6	78.5	14	72.0	22	48.6
Pologne	27	63.7	33	58.0	20	51.2	15	71.3	22	48.6
Portugal	28	63.6	16	81.6	32	38.0	19	65.5	22	48.6
Royaume-Uni	2	97.4	1	100.0	9	67.6	1	100.0	22	48.6
Slovaquie	30	62.0	16	81.6	30	39.1	24	61.6	22	48.6
Slovénie	18	74.3	32	67.7	13	62.8	29	53.8	3	78.8
Suède	13	80.2	1	100.0	7	74.2	17	69.4	30	39.5
Suisse	1	100.0	1	100.0	28	43.9	3	81.8	2	97.0
Turquie	7	86.5	1	100.0	15	62.1	13	72.6	9	60.7

Le nouveau régime américain comporte trois éléments : « Global Intangible Low Tax Income (GILTI) » (régime fiscal de l'impôt minimum sur le revenu mondial incorporel faiblement imposé), Foreign Derived Intangible Income (FDII) (déductions pour des bénéfices dérivés de l'étranger), et the Base Erosion and Anti-Abuse Tax (BEAT) (l'impôt visant à éviter la fraude et l'érosion de l'assiette fiscale). Le GILTI est un impôt de 10,5 pour cent sur les bénéfices réalisés à l'étranger par les filiales de groupes américains qui dépassent au total le rendement usuel sur le marché. Le FDII est conçu pour être un allègement fiscal pour les bénéfices immatériels réalisés par des entreprises américaines. En fait, cette déduction est imposée à 13,125 pour cent. Ensemble, GILTI et FDII engendrent un impôt mondial sur les bénéfices immatériels.

Le BEAT est conçu comme un impôt minimum de 10 pour cent (initialement 5 pour cent en 2018) sur les multinationales américaines qui réalisent un chiffre d'affaires annuel moyen d'au moins 500 millions de dollars. L'impôt s'applique aux paiements effectués par ces grandes multinationales si les paiements à des sociétés étrangères contrôlées (SEC) dépassent 3 pour cent (2 pour cent pour certaines sociétés financières) du total des déductions effectuées par une société.

La proposition d'une taxe minimale mondiale changera radicalement le paysage des règles fiscales transfrontalières. De nombreux pays de l'OCDE s'apprêtent à mettre en œuvre les règles de la taxe minimale mondiale, dont les 27 États membres de l'UE, le Royaume-Uni, le Japon, la Corée du Sud et l'Australie. Cependant, ces règles ne seront en place qu'au plus tôt en 2024.⁸³

Le Tableau 7 affiche le classement global et le score de la catégorie des règles fiscales transfrontalières, ainsi que les classements et scores pour les sous-catégories, comprenant une catégorie pour les exonérations de dividendes et de plus-values (territorialité), les retenues à la source, les traités fiscaux et les règles anti-évasion fiscale.

Territorialité

Dans le cadre d'un régime fiscal territorial, les entreprises internationales paient des impôts aux pays dans lesquels elles tirent essentiellement leurs revenus. Cela signifie que les régimes fiscaux territoriaux n'imposent généralement pas les revenus que les sociétés gagnent à l'étranger. Un régime fiscal mondial, comme celui qui était auparavant en vigueur aux États-Unis, oblige les entreprises à payer des impôts sur le revenu mondial, quel que soit l'endroit où il est gagné, et de nombreux pays, comme c'est le cas actuellement aux États-Unis, ont un système hybride plus ou moins complexe.

Les pays adoptent des systèmes fiscaux territoriaux par le biais de ce que l'on appelle des « exonérations du régime mère-filles », qui peuvent inclure des exonérations totales ou partielles sur les revenus étrangers de dividendes ou de gains en capital, ou les deux. Ces exonérations éliminent l'impôt intérieur supplémentaire sur les revenus étrangers en permettant aux sociétés d'ignorer certains revenus étrangers dans le calcul de leur revenu imposable. Un régime purement territorial exonère entièrement les revenus de dividendes et de gains en capital provenant de sources étrangères.

Les entreprises fondées dans des pays dotés de régimes fiscaux mondiaux sont désavantagées sur le plan de la concurrence parce qu'elles sont confrontées à des niveaux d'imposition potentiellement plus élevés que leurs concurrentes fondées dans des pays dotés de régimes fiscaux territoriaux. De

83 Daniel Bunn et Sean Bray, "What's in the New Global Tax Agreement?" Tax Foundation, 13 Juin, 2023, <https://taxfoundation.org/global-tax-agreement/>.

plus, les impôts sur le revenu des sociétés rapatriées dans le pays d'origine d'une entreprise augmentent la complexité et découragent l'investissement et la production.⁸⁴

La territorialité d'un régime fiscal se calcule par la mesure dans laquelle un pays exonère les revenus de source étrangère au moyen de l'exonération des dividendes et des gains en capital.

Exonération des dividendes perçus

Lorsqu'une filiale étrangère d'une société mère réalise un bénéfice, elle paie l'impôt sur le revenu au pays dans lequel elle exerce ses activités. Après avoir payé l'impôt, la filiale peut soit réinvestir ses bénéfices dans les activités courantes (en achetant de l'équipement ou en embauchant plus de travailleurs, par exemple), soit distribuer ses bénéfices à la société mère sous forme de dividendes.

Dans le cadre d'un régime fiscal mondial, les dividendes perçus par la société mère sont à nouveau imposés par son pays d'origine, déduction faite d'un remboursement d'impôt pour les impôts déjà versés sur ces revenus. Dans un système purement territorial, ces dividendes auraient été exonérés d'impôt dans le pays de la société mère.

Les pays reçoivent un score basé sur le niveau d'exonération des dividendes qu'ils accordent. Les pays qui n'ont pas d'exonération de dividendes (systèmes fiscaux mondiaux) obtiennent les pires résultats.

Vingt-six pays de l'OCDE exonèrent tous les dividendes perçus par les sociétés mères d'impôts. Huit pays autorisent l'exonération fiscale de 95 pour cent ou 97 pour cent des dividendes. Quatre pays de l'OCDE ont un régime fiscal mondial qui n'exonère généralement pas les dividendes étrangers d'impôts.⁸⁵

Exonération des gains en capital des succursales ou filiales

Une autre caractéristique d'un régime fiscal mondial est le traitement des gains en capital provenant d'investissements étrangers. Lorsqu'une société mère investit dans une filiale étrangère (c.-à-d. qu'elle achète des actions d'une filiale étrangère), elle peut réaliser un gain en capital sur cet investissement si elle se dessaisit ultérieurement de l'actif. Un régime fiscal territorial exonérerait ces gains de l'impôt puisqu'ils proviennent d'activités à l'étranger.

L'imposition des gains en capital de source étrangère au taux national peut entraîner une double imposition si ces gains sont imposés dans le pays étranger. Cela décourage l'épargne et l'investissement.

Les pays qui exonèrent d'impôt les gains en capital d'origine étrangère obtiennent un meilleur score à l'ICFI. Les gains en capital d'origine étrangère sont exclus de l'imposition par vingt-cinq pays de l'OCDE. Six pays excluent partiellement les gains en capital d'origine étrangère. Sept pays n'excluent pas les gains en capital d'origine étrangère de l'imposition nationale.⁸⁶

84 Kyle Pomerleau, Daniel Bunn, et Thomas Locher, "Anti-Base Erosion Provisions and Territorial Tax Systems in OECD Countries," Tax Foundation, 7 Juillet, 2021, <https://taxfoundation.org/anti-base-erosion-territorial-tax-systems>.

85 Deloitte, "Tax Guides and Highlights 2022"; Bloomberg Tax, "Country Guide"; EY, "Worldwide Corporate Tax Guide 2021"; et PwC, "Worldwide Tax Summaries."

86 *Ibid.*

Restrictions applicables aux pays éligibles

Un système territorial idéal ne s'intéresserait qu'aux profits réalisés à l'intérieur des frontières du pays d'origine. Toutefois, de nombreux pays imposent des restrictions à leurs régimes territoriaux qui déterminent quand les dividendes ou les gains en capital d'une entreprise reçus de filiales étrangères sont exonérés d'impôt.

Certains pays traitent différemment le revenu des sociétés étrangères selon le pays dans lequel le revenu étranger a été gagné. Par exemple, de nombreux pays limitent leurs systèmes territoriaux sur la base d'une « liste noire » de pays qui ne respectent pas certaines exigences. Parmi les pays de l'UE, il est courant de limiter l'exonération de participation aux États membres de l'Espace économique européen.

Les règles d'éligibilité créent une complexité supplémentaire pour les entreprises et sont souvent établies de manière arbitraire. Le Portugal, par exemple, limite l'exonération des dividendes et des plus-values réalisés à l'étranger à ceux réalisés dans des pays qui ne sont pas considérés comme des paradis fiscaux et qui imposent un impôt sur le revenu conformément à la directive européenne sur les sociétés mères et filiales ou qui ont un impôt sur le revenu égal à au moins 60 pour cent du taux d'imposition des sociétés portugaises.⁸⁷ L'Italie, qui accorde normalement une exonération d'impôt de 95 pour cent pour les dividendes de source étrangère versés aux actionnaires italiens, n'accorde pas cette exonération si le revenu a été gagné dans une filiale située dans un pays figurant sur une liste noire, à moins que la preuve qu'un niveau d'imposition adéquat a été supporté par l'entité étrangère puisse être apportée.⁸⁸

Dans les pays de l'OCDE, 20 parmi les 35 pays qui permettent des régimes mère-fille imposent des restrictions quant à l'exonération de l'imposition intérieure des revenus d'origine étrangère en fonction de la source de ces revenus.⁸⁹ Les pays qui ont ces restrictions sur leurs régimes fiscaux territoriaux reçoivent un mauvais score sur l'ICFI.

Retenues à la source

Lorsque les entreprises versent des dividendes, des intérêts et des redevances à des investisseurs ou à des entreprises étrangers, les gouvernements exigent souvent que ces entreprises retiennent une certaine partie de l'impôt à payer. Par exemple, les États-Unis exigent que les entreprises retiennent un impôt maximal de 30 pour cent sur les paiements versés à des particuliers étrangers.

Ces impôts rendent l'investissement plus coûteux tant pour les investisseurs, qui recevront un rendement inférieur sur les dividendes, que pour les entreprises, qui doivent payer un montant plus élevé en intérêts ou en redevances pour compenser le coût des retenues à la source. Ces impôts réduisent également les fonds disponibles pour l'investissement et la production et augmentent le coût du capital.

Les pays où les taux de retenue à la source sur les dividendes, les intérêts et les redevances sont plus élevés obtiennent de moins bons résultats dans l'ICFI. Les dividendes, les intérêts et les redevances

87 Deloitte, "Tax Guides and Highlights – Portugal Highlights 2023," <https://deloitte.com/content/dam/Deloitte/global/Documents/Tax/dttl-tax-portugal-highlights-2023.pdf>.

88 Deloitte, "Tax Guides and Highlights – Italy Highlights 2023," <https://deloitte.com/content/dam/Deloitte/global/Documents/Tax/dttl-tax-italyhighlights-2023.pdf>.

89 Deloitte, "Tax Guides and Highlights 2023"; Bloomberg Tax, "Country Guide"; EY, "Worldwide Corporate Tax Guide 2022"; et PwC, "Worldwide Tax Summaries."

provenant de ces pays ne sont pas toujours soumis au même taux d'imposition que ceux qui sont distribués aux actionnaires nationaux. Les conventions fiscales entre pays réduisent ou éliminent les retenues à la source.

Le Chili et la Suisse prélèvent les taux de retenue les plus élevés sur les dividendes et les intérêts, ce qui oblige les entreprises à retenir 35 pour cent des dividendes ou des intérêts versés à des entités ou des personnes étrangères. Par ailleurs, l'Estonie, la Hongrie et la Lettonie ne prélèvent pas de retenues à la source sur les dividendes ou les paiements d'intérêts.

Pour les redevances, le Mexique impose aux entreprises de retenir le montant le plus élevé, soit 35 pour cent, suivi de l'Australie, de la Belgique et des États-Unis, à 30 pour cent. La Hongrie, la Lettonie, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Norvège, la Suède et la Suisse n'imposent aucune retenue sur les redevances à des fins de retenue fiscale.⁹⁰

Réseau de conventions fiscales

Les conventions fiscales harmonisent de nombreuses lois fiscales entre deux pays et visent à réduire la double imposition, notamment en réduisant ou en éliminant les retenues d'impôt entre les pays. Les pays ayant un plus grand nombre de partenaires dans leur réseau de conventions fiscales ont des régimes fiscaux plus attrayants pour les investissements étrangers et obtiennent de meilleurs résultats par rapport aux pays ayant moins de conventions fiscales.

Le Royaume-Uni possède le plus vaste réseau de conventions fiscales (130 pays) et reçoit donc la meilleure note. Le Costa Rica reçoit le pire score, avec un réseau de trois pays seulement. Dans l'ensemble de l'OCDE, la taille moyenne d'un réseau de conventions fiscales est de 74 pays.⁹¹

Règles fiscales anti-évasion

Les règles fiscales internationales visent à empêcher les sociétés de réduire au minimum leur impôt à payer grâce à une planification fiscale agressive. Ces règles peuvent prendre plusieurs formes, telles que des règles relatives aux sociétés étrangères contrôlées (SEC), des règles sur la capitalisation restreinte et des impôts sur les bénéficiaires détournés.

Les règles contre l'évasion fiscale peuvent rendre les pays avec des systèmes fiscaux peu compétitifs encore moins compétitifs. Cela est dû à la complexité supplémentaire que ces règles peuvent introduire.⁹²

Les règles relatives aux sociétés étrangères contrôlées (SEC)

Les règles relatives aux SEC visent à empêcher les entreprises de transférer leurs bénéfices avant impôts d'un pays à fiscalité élevée vers un pays à fiscalité faible en utilisant des formes de revenus très mobiles. Les règles SEC sont généralement appliquées en plusieurs étapes. Premièrement, elles

⁹⁰ Deloitte, "Domestic rates: Withholding tax," <https://dits.deloitte.com/#DomesticRatesSubMenu>.

⁹¹ EY, "Worldwide Corporate Tax Guide: 2022." La source peut ne pas inclure toutes les conventions fiscales actives, ce qui pourrait sous-estimer la portée des réseaux de conventions fiscales. Les conventions fiscales avec d'anciens pays, comme l'URSS, la Yougoslavie et la Tchécoslovaquie, ne sont pas comptées comme une seule. Chaque pays auquel le traité s'applique est compté individuellement.

⁹² Thomas Hoppe, Deborah Schanz, Susann Sturm, et Caren Sureth-Sloane, "The Tax Complexity Index – A Survey-Based Country Measure of Tax Code and Framework Complexity," TRR 266 Accounting for Transparency Working Paper Series No. 5, WU International Taxation Research Paper Series No. 2019-06, 16 Septembre, 2020, https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=3469663.

déterminent si une filiale étrangère est considérée comme une « société étrangère contrôlée » à des fins fiscales. Deuxièmement, si une entité étrangère est considérée comme « contrôlée », il existe un test d'applicabilité pour déterminer si les règles SEC s'appliquent – généralement au moyen d'un test de revenu, d'un taux d'imposition minimum prédéfini ou d'une liste noire/blanche de pays. Troisièmement, si les deux critères sont satisfaits, les règles relatives aux SEC soumettent les revenus passifs (loyers, redevances, intérêts) et parfois les revenus actifs de la société étrangère au taux d'imposition du pays d'origine de la société mère de la filiale.

Aux États-Unis, les règles SEC sont appelées règles de la sous-partie F, et le régime GILTI récemment adopté est un type supplémentaire de règle SEC. GILTI est traité séparément par *l'Indice* car il fonctionne comme un impôt minimum sur les revenus étrangers qui utilise une formule pour évaluer la responsabilité fiscale plutôt que des distinctions standard entre revenus actifs et passifs.

Les règles relatives aux SEC varient considérablement d'un pays à l'autre. La définition de ce qui constitue un « contrôle » est une décision un peu arbitraire qui accroît souvent la complexité du code fiscal. Par exemple, les États-Unis considèrent qu'une filiale détenue à 50 pour cent par les États-Unis est contrôlée, tandis que l'Australie considère qu'une société étrangère détenue à 50 pour cent par cinq résidents australiens ou moins, ou à 40 pour cent par un résident australien, est contrôlée.⁹³

En 2016, une directive européenne a établi que tous les États membres de l'UE d'imposer certains revenus multinationaux non distribués de la SEC si la société mère située dans cet État membre détient plus de 50 pour cent des parts de la SEC et si l'impôt payé par la SEC est inférieur à la différence entre l'impôt payé par la SEC si elle avait été située dans cet État membre et celui qu'elle a effectivement payé.⁹⁴ Tous les États membres de l'UE ont adopté des règles relatives aux SEC.⁹⁵

Le score de chaque pays dans cette sous-catégorie est basé sur trois aspects des règles des SEC : 1) si le pays a une réglementation sur les SEC ; 2) si les règles sur les SEC s'appliquent aux revenus passifs ou à tous les revenus ; et 3) l'étendue des exonérations des règles générales sur les SEC. Les pays reçoivent le meilleur score s'ils n'ont pas de règles sur les SEC. Les pays dont les règles sur les SEC prévoient des exonérations ou ne s'appliquent qu'aux revenus passifs ou aux revenus provenant de montages non authentiques obtiennent un bon score. Les pays obtiennent les pires scores s'ils ont des règles sur les SEC qui s'appliquent à tous les revenus et ne bénéficient d'aucune exonération.

Les règles sur les SEC existent dans 36 des 38 pays de l'OCDE, la Suisse et le Costa Rica étant les seules exceptions. Dans 4 des 36 pays dotés de règles sur les SEC, les règles s'appliquent à la fois aux revenus actifs et passifs. Dans les 20 autres pays avec des règles SEC, celles-ci ne s'appliquent qu'aux revenus passifs ou aux revenus associés à des arrangements non authentiques.⁹⁶

Limites de la déduction des intérêts

De nombreux pays limitent le montant des intérêts qu'une société multinationale, ou l'une de ses filiales, peut déduire aux fins fiscales. Les pays à fiscalité basse incitent les entreprises à financer leurs

93 Kyle Pomerleau, Daniel Bunn, et Thomas Locher, "Anti-Base Erosion Provisions and Territorial Tax Systems in OECD Countries."

94 Commission européenne, "The Anti Tax Avoidance Directive," 28 Janvier, 2016, https://ec.europa.eu/taxation_customs/anti-tax-avoidance-directive_en.

95 Sebastian Dueñas et Daniel Bunn, "Tax Avoidance Rules Increase the Compliance Burden in EU Member Countries," Tax Foundation, 28 Mars, 2019, <https://taxfoundation.org/eu-tax-avoidance-rules-increase-tax-compliance-burden/>.

96 Bloomberg Tax, "Country Guides: Anti-Avoidance Provisions - Controlled Foreign Company (CFC) Rules," <https://bloomberglaw.com/product/tax/bbna/chart/3/10077/347a743114754ceca09f7ec4b7015426>; et PwC, "Worldwide Tax Summaries: Corporate - Group taxation," <https://taxsummaries.pwc.com/australia/corporate/group-taxation>.

investissements avec des fonds propres, tandis que les pays à fiscalité élevée incitent les entreprises à financer leurs investissements avec des dettes et à utiliser les déductions des intérêts pour réduire leurs dettes fiscales. Afin d'empêcher les entreprises de prêter de l'argent en interne des entités situées dans des pays à fiscalité faible à des entités situées dans des pays à fiscalité élevée à des fins fiscales, certains pays limitent le montant que les sociétés peuvent déduire en intérêts.

Les limites de déduction des intérêts peuvent varier considérablement d'un pays à l'autre, et les gouvernements disposent d'un grand pouvoir discrétionnaire pour faire respecter ces lois.⁹⁷ Certains pays limitent les déductions d'intérêts en appliquant des règlements en matière de prix de transfert aux taux d'intérêt. D'autres appliquent ce qu'on appelle les « règles de capitalisation restreinte », qui limitent le montant des intérêts déductibles. Les deux types les plus couramment utilisés dans la pratique sont les « règles de la sphère de sécurité » (« Safe Harbour ») et les règles visant le « dépouillement des surplus. »

Les règles de la sphère de sécurité limitent le montant de la dette pour laquelle les intérêts sont déductibles d'impôt en définissant un ratio de la dette sur les capitaux propres. Les intérêts payés sur les dettes excédant ce ratio ne sont pas déductibles fiscalement. Les règles visant le dépouillement des surplus limitent la part déductible de l'intérêt sur la dette aux bénéfices avant impôt. Il a été démontré que les règles de déduction des intérêts, comme les dispositions relatives à la capitalisation restreinte, en particulier, réduisent la valeur des entreprises et faussent les décisions des entreprises quant à la façon d'investir dans le capital.⁹⁸ Bien que les limitations de la déduction des intérêts puissent être considérées comme une façon de remédier à la préférence pour la dette inhérente à la plupart des systèmes fiscaux des entreprises, limiter la déductibilité fiscale des frais d'intérêts crée de nouvelles distorsions si les revenus d'intérêts continuent d'être pleinement imposés.⁹⁹

Les pays qui limitent les déductions d'intérêts uniquement avec des réglementations sur les prix de transfert reçoivent la meilleure note. Les pays avec des ratios dette/capitaux propres reçoivent une note moyenne, et les pays avec des limites d'intérêts par rapport aux bénéfices avant impôts reçoivent la pire note.

Les limitations de la déduction des intérêts sont présentes dans 37 des 38 pays mesurés dans *l'ICFI*. Par exemple, le Canada limite les déductions d'intérêts si le ratio dette/capitaux propres d'une entreprise atteint 1,5 pour 1, tandis que la Slovénie limite les déductions à un ratio de 4 pour 1. L'Allemagne et l'Espagne limitent les déductions d'intérêts (indépendamment de savoir si elles concernent des prêts transfrontaliers) à 30 pour cent du bénéfice d'exploitation. Israël n'a pas de limitations établies sur les déductions d'intérêts et s'appuie sur les règles de prix de transfert.¹⁰⁰

Règles anti-évasion générales

De nombreux pays appliquent des règles anti-évasion fiscale aux sociétés multinationales dont les structures commerciales sont conçues spécifiquement pour des avantages fiscaux plutôt que pour des raisons économiques. Ces règles suivent souvent le principe de la prééminence du fond sur la forme pour déterminer comment les bénéfices doivent être imposés.

97 Jennifer Blouin, Harry Huizinga, Luc Laeven, et Gaëtan Nicodème, "Thin Capitalization Rules and Multinational Firm Capital Structure," International Monetary Fund Working Paper WP/14/12, Janvier 2014, <https://imf.org/external/pubs/ft/wp/2014/wp1412.pdf>.

98 *Ibid.*

99 Pour plus de détails, voir « Allocation pour capitaux propres des sociétés » dans la section ITCI « Impôt sur le revenu des sociétés »

100 Bloomberg Tax, "Country Guides: Anti-Avoidance Provisions - Thin Capitalization/Other Interest Deductibility Rules," <https://bloomberglaw.com/product/tax/bbna/chart/3/10077/a8a08d05c9450b676b4d835dbb64348c>; et PwC, "Worldwide Tax Summaries: Corporate - Group taxation."

Comme mentionné ci-dessus, le BEAT de la nouvelle loi fiscale américaine est un impôt minimum conçu pour empêcher les multinationales de transférer leurs bénéfices hors des États-Unis vers des sociétés affiliées à l'étranger.

L'Australie et le Royaume-Uni appliquent tous les deux un impôt sur les bénéfices détournés. L'impôt sur les bénéfices détournés est un ensemble de règles complexes et de taux de pénalité qui s'appliquent si une société est réputée avoir réduit au minimum son fardeau fiscal grâce à une structure sans substance économique. L'Australie applique un taux de 40 pour cent aux bénéfices détournés, tandis que le Royaume-Uni applique un taux de 25 pour cent, bien que les entreprises de certaines industries puissent faire face à des taux plus élevés au Royaume-Uni.¹⁰¹ Ces régimes fiscaux complexes entraînent des coûts de mise en conformité élevés pour les sociétés multinationales ainsi qu'une double imposition de certains bénéfices des sociétés.

Les dispositions spécifiques de lutte contre les abus fiscaux ne sont pas actuellement prises en compte dans *l'Indice*. Toutefois, si elles étaient correctement prises en compte, des pays comme l'Australie, le Royaume-Uni et les États-Unis obtiendraient probablement des scores moins élevés pour leurs règles internationales, ce qui pourrait également affecter leur classement global dans *l'Indice*.

101 Kyle Pomerleau, Daniel Bunn, et Thomas Locher, "Anti-Base Erosion Provisions and Territorial Tax Systems in OECD Countries."

Allemagne

18^e

Classement général	Score global	Classement impôts sur les sociétés	Classement impôts sur le revenu des particuliers	Classement taxes à la consommation	Classement impôts fonciers	Classement règles fiscales internationales
18	66,6	31	35	14	12	6

L'Allemagne occupe la 18^e place au classement général de l'*Indice de Compétitivité Fiscale Internationale* en 2023, soit deux places de mieux par rapport à 2022.

Quelques atouts du système fiscal allemand:

- L'Allemagne dispose d'un vaste réseau de conventions fiscales, avec 96 pays.
- Les stocks peuvent bénéficier du traitement dernier entré, premier sorti, le traitement le plus neutre des coûts de stock.
- L'Allemagne offre des dispositions de recouvrement des coûts supérieures à la moyenne pour les actifs incorporels.

Quelques faiblesses du système fiscal allemand:

- L'Allemagne a le sixième taux d'imposition sur le revenu des sociétés le plus élevé parmi les pays de l'OCDE, à 29,9 pour cent, y compris une surtaxe de 5,5 pour cent.
- La charge fiscale sur le travail est la deuxième plus élevée de la zone OCDE, avec un coin fiscal total de 47,8 pour cent pour le travailleur célibataire moyen.
- Les entreprises sont limitées quant au montant des pertes d'exploitation nettes qu'elles peuvent utiliser pour compenser les revenus des déclarations de revenus futures ou antérieures.

Australie

10^e

Classement général	Score global	Classement impôts sur les sociétés	Classement impôts sur le revenu des particuliers	Classement taxes à la consommation	Classement impôts fonciers	Classement règles fiscales internationales
10	75,9	32	14	9	4	21

L'Australie occupe la 10^e place au classement général de l'*Indice de Compétitivité Fiscale Internationale* en 2023, soit une baisse de quatre places par rapport à 2022.

Quelques atouts du système fiscal australien:

- Les impôts fonciers en Australie sont évalués sur la valeur du terrain plutôt que sur la valeur immobilière ou d'autres améliorations foncières.
- Les impôts australiens sur les sociétés et les particuliers prévoient un traitement intégré des dividendes, allégeant ainsi le fardeau de la double imposition sur les bénéfices distribués.
- L'Australie se classe bien en matière de taxes à la consommation en raison de son faible taux de taxe sur les produits et services (TPS), même si elle s'applique à une assiette relativement étroite.

Quelques faiblesses du système fiscal australien:

- Le réseau de traités australien ne compte que 45 pays, alors que la moyenne parmi les pays de l'OCDE est de 74.
- Le taux d'imposition des sociétés en Australie est de 30 pour cent, soit un taux supérieur à la moyenne de l'OCDE (23,6 pour cent).
- Les sociétés sont limitées dans leur capacité à radier des investissements.

Autriche

20^e

Classement général	Score global	Classement impôts sur les sociétés	Classement impôts sur le revenu des particuliers	Classement taxes à la consommation	Classement impôts fonciers	Classement règles fiscales internationales
20	65,3	20	30	17	16	16

L'Autriche occupe la 20^e place au classement général de l'*Indice de Compétitivité Fiscale Internationale* en 2023, soit une baisse de trois places par rapport à 2022.

Quelques atouts du système fiscal autrichien:

- Le système fiscal transfrontalier de l'Autriche est relativement compétitif car il est entièrement territorial sans aucune limitation nationale, dispose d'un vaste réseau de conventions fiscales de 89 pays et de règles sur les sociétés étrangères contrôlées qui s'appliquent uniquement aux filiales qui n'ont pas d'activité économique substantielle.
- L'Autriche offre un recouvrement des coûts relativement bon pour les machines et les bâtiments industriels.
- Il n'y a pas d'impôt sur les successions, l'héritage ou la fortune.

Quelques faiblesses du système fiscal autrichien:

- Le taux d'imposition global des sociétés de 24 pour cent est légèrement supérieur à la moyenne de l'OCDE (23,6 pour cent).
- L'Autriche a mis en place une taxe sur les services numériques (DST) en 2020.
- Le coin fiscal sur le travail du travailleur célibataire moyen se classe au 4^{ème} rang parmi les pays de l'OCDE.

Belgique

27^e

Classement général	Score global	Classement impôts sur les sociétés	Classement impôts sur le revenu des particuliers	Classement taxes à la consommation	Classement impôts fonciers	Classement règles fiscales internationales
27	60,0	15	11	22	30	33

La Belgique occupe la 27^e place au classement général de l'*Indice de Compétitivité Fiscale Internationale* en 2023, soit une baisse de cinq places par rapport à 2022.

Quelques atouts du système fiscal belge:

- La Belgique dispose d'un vaste réseau de conventions fiscales, avec 95 pays, et d'un système fiscal territorial puisqu'elle exonère totalement les dividendes et les plus-values de source étrangère sans aucune limitation de pays.
- Les plus-values résultant de la gestion normale du patrimoine privé sont exonérées d'impôt.
- Les investissements des entreprises dans les machines, les bâtiments et les actifs incorporels bénéficient tous d'un traitement meilleur que la moyenne en matière de radiations d'entreprises.

Quelques faiblesses du système fiscal belge:

- La Belgique prélève des taux de retenue à la source parmi les plus élevés parmi les pays de l'OCDE, avec 30 pour cent sur les dividendes, les redevances et les paiements d'intérêts.
- La Belgique prélève un impôt sur les successions et une taxe sur les transactions financières et a introduit une nouvelle taxe annuelle sur les comptes-titres.
- Le coin fiscal belge sur le travail est le plus élevé parmi les pays de l'OCDE, le travailleur célibataire rémunéré en moyenne étant confronté à une charge fiscale de 53 pour cent.

Canada

15^e

Classement général	Score global	Classement impôts sur les sociétés	Classement impôts sur le revenu des particuliers	Classement taxes à la consommation	Classement impôts fonciers	Classement règles fiscales internationales
15	69,8	24	24	8	25	15

Le Canada occupe la 15^e place au classement général de l'*Indice de Compétitivité Fiscale Internationale* en 2023, comme en 2022.

Quelques points forts du système fiscal canadien:

- Les taxes à la consommation sont faibles, même si l'assiette fiscale est relativement étroite.
- Le Canada permet aux entreprises d'amortir immédiatement leurs investissements dans les machines.
- Le Canada ne prélève pas d'impôt sur la fortune, l'héritage ou les successions.

Quelques faiblesses du système fiscal canadien:

- L'impôt des particuliers sur les dividendes est de 39,3 pour cent, bien au-dessus de la moyenne de l'OCDE de 24 pour cent.
- Le Canada impose les gains en capital à un taux de 26,76 pour cent, alors que la moyenne de l'OCDE est de 19,26 pour cent.
- Le taux d'imposition des sociétés de 26,2 pour cent est supérieur à la moyenne des pays de l'OCDE (23,6 pour cent).

Chili

35^e

Classement général	Score global	Classement impôts sur les sociétés	Classement impôts sur le revenu des particuliers	Classement taxes à la consommation	Classement impôts fonciers	Classement règles fiscales internationales
35	50,5	35	38	10	13	37

Le Chili occupe la 35^e place au classement général de l'*Indice de Compétitivité Fiscale Internationale* en 2023, soit une baisse de quatre places par rapport à 2022.

Quelques atouts du système fiscal chilien:

- Le Chili dispose d'une assiette fiscale à la consommation relativement large, taxant 75 pour cent de la consommation finale, et sans seuil de TVA.
- Le Chili a le deuxième coin fiscal le plus bas sur le travail parmi les pays de l'OCDE, à 7 pour cent, contre une moyenne de 34,6 pour cent de l'OCDE.
- Le Chili ne prélève aucun impôt sur la fortune, aucun droit d'apport, aucune taxe sur les transactions financières ni aucun impôt sur le transfert de biens immobiliers.

Quelques faiblesses du système fiscal chilien:

- Le Chili applique un système de fiscalité transfrontalière non compétitif, combinant un système fiscal mondial avec un petit réseau de conventions fiscales de seulement 33 conventions et les taux de retenue à la source les plus élevés de 35 pour cent sur les dividendes et les intérêts.
- Le taux d'imposition des plus-values est de 40 pour cent, bien au-dessus de la moyenne de l'OCDE de 19 pour cent.
- Après avoir progressivement supprimé la comptabilisation totale, les entreprises chiliennes sont confrontées aux pires dispositions en matière de recouvrement du coût du capital de la zone OCDE.

Colombie

38^e

Classement général	Score global	Classement impôts sur les sociétés	Classement impôts sur le revenu des particuliers	Classement taxes à la consommation	Classement impôts fonciers	Classement règles fiscales internationales
38	46,4	38	15	18	27	36

La Colombie occupe la 38^e place au classement général de l'Indice de Compétitivité Fiscale Internationale en 2023, comme en 2022.

Quelques atouts du système fiscal colombien:

- Un travailleur gagnant le salaire moyen du pays est confronté à la charge fiscale la plus faible de l'OCDE.
- La Colombie impose les dividendes et les plus-values à des taux très bas.
- Même si les plus-values résultant des successions et des donations reçues sont soumises à un impôt de 10 pour cent, il n'existe pas d'impôt global sur l'héritage ou les successions.

Quelques faiblesses du système fiscal colombien:

- L'assiette de la TVA est très étroite, couvrant moins de 40 pour cent de la consommation colombienne.
- La Colombie prélève un impôt sur la fortune nette et une taxe sur les transactions financières.
- À 35 pour cent, le taux d'imposition des sociétés en Colombie est nettement supérieur à la moyenne de l'OCDE (23,6 pour cent).

Costa Rica

22nd

Classement général	Score global	Classement impôts sur les sociétés	Classement impôts sur le revenu des particuliers	Classement taxes à la consommation	Classement impôts fonciers	Classement règles fiscales internationales
22	64,8	36	33	5	9	31

Le Costa Rica occupe la 22^e place au classement général de l'Indice de Compétitivité Fiscale Internationale en 2023, soit une place de mieux par rapport à 2022.

Quelques atouts du système fiscal costaricain:

- Le Costa Rica n'a ni impôt sur la fortune nette ni un impôt sur les successions.
- Le taux de TVA n'est que de 13 pour cent, en dessous de la moyenne de l'OCDE de 19 pour cent.
- Les gains en capital et les dividendes sont tous deux imposés à des taux inférieurs à la moyenne de l'OCDE.

Quelques faiblesses du système fiscal costaricain:

- Le Costa Rica n'a que trois conventions fiscales alors que la moyenne de l'OCDE est de 74.
- Le Costa Rica dispose de cinq tranches d'imposition distinctes pour les revenus des sociétés, avec un taux maximum de 30 pour cent, nettement supérieur à la moyenne de l'OCDE (23,6 pour cent).
- Les dispositions de report du Costa Rica sont les plus restrictives de la zone OCDE, avec des reports prospectifs limités à trois ans et aucun report rétrospectif.

République tchèque

5^e

Classement général	Score global	Classement impôts sur les sociétés	Classement impôts sur le revenu des particuliers	Classement taxes à la consommation	Classement impôts fonciers	Classement règles fiscales internationales
5	81,2	6	4	25	6	10

La République tchèque occupe la 5^e place au classement général de l'*Indice de Compétitivité Fiscale Internationale* en 2023, comme en 2022.

Quelques atouts du système fiscal tchèque:

- Le taux d'imposition des sociétés de 19 pour cent est inférieur à la moyenne de l'OCDE (23,6 pour cent), sans taux minimum alternatif et avec peu d'incitations complexes.
- Les impôts sur le travail ont un effet de distorsion minimale.
- La République tchèque dispose d'un système fiscal territorial, exonérant à la fois les dividendes étrangers et les plus-values en provenance d'autres pays européens, combiné à un vaste réseau de conventions fiscales.

Quelques faiblesses du système fiscal tchèque:

- Le seuil de TVA est relativement élevé, ce qui contribue à une TVA qui crée des distorsions.
- Les pertes nettes d'exploitation ne peuvent être reportées que sur cinq ans (elles peuvent toutefois également être reportées sur deux ans).
- Les règles de sous-capitalisation de la République tchèque sont parmi les plus strictes de la zone OCDE.

Danemark

29^e

Classement général	Score global	Classement impôts sur les sociétés	Classement impôts sur le revenu des particuliers	Classement taxes à la consommation	Classement impôts fonciers	Classement règles fiscales internationales
29	58,5	17	36	20	18	29

Le Danemark occupe la 29^e place au classement général de l'*Indice de Compétitivité Fiscale Internationale* en 2023, comme en 2022.

Quelques atouts du système fiscal danois:

- L'impôt sur le revenu des sociétés est relativement moins complexe que dans d'autres pays.
- Le Danemark dispose d'un système fiscal territorial qui exonère à la fois les dividendes étrangers et les plus-values pour ses partenaires conventionnels et les autres pays européens.
- Le Danemark dispose d'une assiette de TVA relativement large qui couvre près des deux tiers de la consommation finale.

Quelques faiblesses du système fiscal danois:

- Outre un taux d'imposition combiné sur le revenu des particuliers de 55,9 pour cent, les taux d'imposition sur le revenu des particuliers sur les dividendes et les plus-values sont tous deux de 42 pour cent, bien au-dessus des moyennes de l'OCDE de 24,2 pour cent et 19 pour cent, respectivement.
- Les pertes d'exploitation nettes peuvent être reportées indéfiniment mais sont limitées à 60 pour cent du revenu imposable si elles dépassent un certain montant.
- Le Danemark utilise le principe premier entré, premier sorti pour évaluer le coût des stocks à des fins fiscales.

Espagne

31^e

Classement général	Score global	Classement impôts sur les sociétés	Classement impôts sur le revenu des particuliers	Classement taxes à la consommation	Classement impôts fonciers	Classement règles fiscales internationales
31	55,8	33	17	19	37	17

L'Espagne occupe la 31^e place au classement général de l'*Indice de Compétitivité Fiscale Internationale* en 2023, soit une place de mieux par rapport à 2022.

Quelques atouts du système fiscal espagnol:

- L'Espagne dispose d'un système fiscal territorial qui exonère d'impôt 95 pour cent des dividendes étrangers et des plus-values.
- Le réseau espagnol des conventions fiscales est composé de 95 pays.
- Les impôts fonciers peuvent être déduits de l'impôt sur le revenu des sociétés.

Quelques faiblesses du système fiscal espagnol:

- La TVA de 21 pour cent s'applique à moins de la moitié de l'assiette potentielle de la taxe à la consommation.
- L'Espagne dispose de multiples impôts fonciers générateurs de distorsions, avec des prélèvements distincts sur les transferts immobiliers, la richesse nette, les successions et les transactions financières.
- L'Espagne dispose à la fois d'une boîte à brevets et d'un crédit pour la recherche et le développement.

Estonie

1^{er}

Classement général	Score global	Classement impôts sur les sociétés	Classement impôts sur le revenu des particuliers	Classement taxes à la consommation	Classement impôts fonciers	Classement règles fiscales internationales
1	100,0	2	1	15	1	11

L'Estonie occupe la 1^{ère} place au classement général de l'*Indice de Compétitivité Fiscale Internationale* 2023, la même position qu'en 2022, et ce pour la 10^e année consécutive.

Quelques atouts du système fiscal estonien:

- Le système estonien d'impôt sur les sociétés impose uniquement les bénéfices distribués, permettant aux entreprises de réinvestir leurs bénéfices en franchise d'impôt.
- La TVA s'applique à une large assiette et a une faible charge de conformité.
- Les taxes foncières s'appliquent uniquement à la valeur du terrain.

Quelques faiblesses du système fiscal estonien:

- L'Estonie n'a conclu des conventions fiscales qu'avec 62 pays, ce qui est inférieur à la moyenne de l'OCDE (74 pays).
- Le système fiscal territorial de l'Estonie est limité aux pays européens.
- Les règles estoniennes en matière de sous-capitalisation sont parmi les plus strictes de la zone OCDE.

Classement général	Score global	Classement impôts sur les sociétés	Classement impôts sur le revenu des particuliers	Classement taxes à la consommation	Classement impôts fonciers	Classement règles fiscales internationales
21	65	22	22	4	29	35

Les États-Unis occupent la 21^e place au classement général de l'*Indice de Compétitivité Fiscale Internationale* en 2023, tout comme en 2022.

Quelques atouts du système fiscal américain:

- Les États-Unis autorisent le traitement du coût des stocks selon le principe du dernier entré, premier sorti.
- Les sociétés peuvent déduire les impôts fonciers lors du calcul du revenu imposable.
- Les États américains ont des taxes de vente relativement faibles, de 7,7 pour cent en moyenne.

Quelques faiblesses du système fiscal américain:

- Les taxes de vente au détail des États américains s'appliquent en moyenne à moins de 40 pour cent de l'assiette fiscale potentielle.
- Les États-Unis ont un système territorial partiel et n'exonèrent pas les revenus étrangers liés aux gains en capital.
- Le fardeau fiscal foncier est parmi les plus élevée de l'OCDE.

Classement général	Score global	Classement impôts sur les sociétés	Classement impôts sur le revenu des particuliers	Classement taxes à la consommation	Classement impôts fonciers	Classement règles fiscales internationales
19	66,5	9	25	24	19	20

La Finlande occupe la 19^e place au classement général de l'*Indice de Compétitivité Fiscale Internationale* en 2023, soit une baisse d'une place par rapport à 2022.

Quelques atouts du système fiscal finlandais:

- La Finlande a un taux d'imposition des sociétés relativement bas, de 20 pour cent.
- La conception des impôts sur le revenu des sociétés et des particuliers les rend relativement moins complexes que dans d'autres pays.
- La Finlande dispose d'un système fiscal territorial et d'un vaste réseau de conventions fiscales avec 76 pays.

Quelques faiblesses du système fiscal finlandais:

- La Finlande prélève à la fois une taxe sur les successions et une taxe sur les transactions financières.
- Les entreprises sont limitées dans leur capacité à reporter leurs pertes d'exploitation nettes et sont limitées à utiliser le premier entré, premier sorti comme méthode de comptabilité analytique pour les stocks.
- Le taux légal le plus élevé de Finlande sur le revenu personnel est relativement élevé, à 51,4 pour cent (la moyenne de l'OCDE est de 42,5 pour cent).

France

36^e

Classement général	Score global	Classement impôts sur les sociétés	Classement impôts sur le revenu des particuliers	Classement taxes à la consommation	Classement impôts fonciers	Classement règles fiscales internationales
36	49,1	34	32	32	33	14

La France occupe la 36^e place au classement général de l'Indice de Compétitivité Fiscale Internationale en 2023, comme en 2022.

Quelques atouts du système fiscal français:

- La France a des dispositions de recouvrement des coûts supérieures à la moyenne pour les investissements dans les machines, les bâtiments et les actifs incorporels.
- Après plusieurs années de réductions, le taux d'imposition des sociétés en France (25,8 pour cent) est beaucoup plus proche de la moyenne de l'OCDE de 23,6 pour cent.
- La France dispose d'un vaste réseau de conventions fiscales, avec 122 pays.

Quelques faiblesses du système fiscal français:

- La France a plusieurs taxes foncières qui génèrent des distorsions, avec des prélèvements distincts sur les successions, les actifs bancaires, les transactions financières et un impôt sur la fortune immobilière.
- La charge fiscale sur le travail, qui s'élève à 47 pour cent, est parmi les plus élevées des pays de l'OCDE.
- Un taux d'imposition réduit de 10 pour cent s'applique aux revenus tirés des droits de propriété intellectuelle via une boîte à brevets.

Grèce

25^e

Classement général	Score global	Classement impôts sur les sociétés	Classement impôts sur le revenu des particuliers	Classement taxes à la consommation	Classement impôts fonciers	Classement règles fiscales internationales
25	61,4	19	8	33	28	23

La Grèce occupe la 25^e place au classement général de l'Indice de Compétitivité Fiscale Internationale en 2023, comme en 2022.

Quelques atouts du système fiscal grec:

- Le taux net d'imposition des particuliers de 5 pour cent sur les dividendes est nettement inférieur à la moyenne de l'OCDE de 24,2 pour cent.
- Le taux d'imposition des sociétés, de 22 pour cent, est inférieur à la moyenne de l'OCDE de 23,6 pour cent.
- Les règles relatives aux sociétés étrangères contrôlées en Grèce sont modestes et s'appliquent uniquement aux revenus passifs.

Quelques faiblesses du système fiscal grec:

- Les sociétés sont très limitées quant au montant des pertes d'exploitation nettes qu'elles peuvent utiliser pour compenser leurs bénéfices futurs, et elles ne peuvent pas utiliser leurs pertes pour réduire leurs revenus imposables passés.
- La Grèce a un réseau de conventions fiscales relativement étroit (56 conventions contre une moyenne de 74 conventions dans l'OCDE).
- À 24 pour cent, la Grèce a l'un des taux de TVA les plus élevés appliqués à la base la plus étroite de l'OCDE, couvrant seulement 36 pour cent de la consommation finale.

Hongrie

11^e

Classement général	Score global	Classement impôts sur les sociétés	Classement impôts sur le revenu des particuliers	Classement taxes à la consommation	Classement impôts fonciers	Classement règles fiscales internationales
11	75,0	4	6	38	23	3

La Hongrie occupe la 11^e place au classement général de l'*Indice de Compétitivité Fiscale Internationale* en 2023, comme en 2022.

Quelques atouts du système fiscal hongrois:

- La Hongrie a le taux d'impôt sur les sociétés le plus bas de la zone OCDE, à 9 pour cent.
- Le revenu personnel est imposé à un taux fixe de 15 pour cent.
- La Hongrie applique un système fiscal territorial qui exonère totalement les dividendes et les gains en capital, n'a pas de retenue à la source et dispose de règles relatives aux SEC meilleures que la moyenne.

Quelques faiblesses du système fiscal hongrois:

- Les entreprises sont sévèrement limitées dans le montant des pertes d'exploitation nettes qu'elles peuvent utiliser pour compenser les bénéfices futurs, et elles ne peuvent pas utiliser les pertes pour réduire le revenu imposable passé.
- La Hongrie applique le taux de TVA le plus élevé parmi les pays de l'OCDE, à 27 pour cent, bien que sur une base relativement large.
- La Hongrie impose des taxes sur les successions, les transferts immobiliers, les transactions financières et les actifs bancaires.

Islande

32^e

Classement général	Score global	Classement impôts sur les sociétés	Classement impôts sur le revenu des particuliers	Classement taxes à la consommation	Classement impôts fonciers	Classement règles fiscales internationales
32	55,5	12	18	28	34	32

L'Islande occupe la 32^e place au classement général de l'*Indice de Compétitivité Fiscale Internationale* en 2023, soit deux places de mieux par rapport à 2022.

Quelques atouts du système fiscal islandais:

- Le taux d'impôt sur les sociétés en Islande de 20 pour cent est inférieur à la moyenne de l'OCDE de 23,6 pour cent, et le recouvrement des coûts pour les bâtiments industriels est l'un des meilleurs de l'OCDE.
- Les impôts sur le revenu des particuliers sont moins complexes et créent une charge fiscale légèrement moins élevée sur le travail que la moyenne de l'OCDE.
- L'Islande a un système fiscal territorial qui exonère complètement les dividendes étrangers et les gains en capital sans limitation de pays.

Quelques faiblesses du système fiscal islandais:

- Les entreprises sont limitées dans le montant des pertes d'exploitation nettes qu'elles peuvent utiliser pour compenser les bénéfices futurs, et elles ne peuvent pas utiliser les pertes pour réduire le revenu imposable passé.
- La TVA de 24 pour cent s'applique à une assiette fiscale relativement étroite.
- Les règles de l'Islande concernant les sociétés étrangères contrôlées s'appliquent aussi bien aux revenus passifs qu'aux revenus actifs.

Irlande

28^e

Classement général	Score global	Classement impôts sur les sociétés	Classement impôts sur le revenu des particuliers	Classement taxes à la consommation	Classement impôts fonciers	Classement règles fiscales internationales
28	58,9	5	31	34	17	34

L'Irlande occupe la 28^e place au classement général de *l'Indice de Compétitivité Fiscale Internationale* en 2023, soit deux places de mieux par rapport à 2022

Quelques atouts du système fiscal irlandais:

- L'Irlande a un faible taux d'impôt sur les sociétés de 12,5 pour cent.
- Les pertes d'exploitation nettes peuvent être reportées d'un an en arrière et reportées indéfiniment vers l'avant, permettant aux entreprises d'être imposées sur leur rentabilité moyenne.
- Le réseau de conventions fiscales (73 conventions) est légèrement inférieur à la moyenne de 74 pays.

Quelques faiblesses du système fiscal irlandais:

- Le taux d'imposition des particuliers sur les revenus des dividendes en Irlande de 51 pour cent est le plus élevé parmi les pays de l'OCDE.
- Le taux de TVA de 23 pour cent est l'un des plus élevés de l'OCDE et s'applique à une assiette fiscale relativement étroite.
- Les sociétés sont limitées dans leur capacité à amortir les investissements.

Israël

8^e

Classement général	Score global	Classement impôts sur les sociétés	Classement impôts sur le revenu des particuliers	Classement taxes à la consommation	Classement impôts fonciers	Classement règles fiscales internationales
8	78,3	13	23	11	11	8

Israël occupe la 8^e place au classement général de *l'Indice de Compétitivité Fiscale Internationale* en 2023, comme en 2022.

Quelques atouts du système fiscal israélien:

- Les pertes nettes d'exploitation peuvent être reportées indéfiniment.
- Le taux de TVA est relativement faible, à 17 pour cent, et s'applique à une assiette relativement large.
- Israël ne prélève pas d'impôt sur la fortune ou sur les successions.

Quelques faiblesses du système fiscal israélien:

- Israël dispose d'incitations complexes qui réduisent le taux d'impôt sur les sociétés jusqu'à 7,5 pour cent pour certaines entreprises technologiques.
- La progressivité prononcée des impôts sur le travail en Israël entraîne des coûts d'efficacité.
- Israël a un réseau de traités fiscaux relativement étroit avec 60 pays (la moyenne de l'OCDE est de 74), combiné à des taux de retenue à la source élevés sur les dividendes, les redevances et les intérêts.

Italie

37^e

Classement général	Score global	Classement impôts sur les sociétés	Classement impôts sur le revenu des particuliers	Classement taxes à la consommation	Classement impôts fonciers	Classement règles fiscales internationales
37	48,4	21	16	37	38	24

L'Italie occupe la 37^e place au classement général de l'*Indice de Compétitivité Fiscale Internationale* en 2023, comme en 2022.

Quelques atouts du système fiscal italien:

- L'Italie a des dispositions de recouvrement des coûts supérieures à la moyenne pour les investissements dans les machines, les bâtiments et les actifs incorporels, ainsi que d'une déduction pour fonds propres (ACE).
- Le traitement du coût des stocks selon le principe du dernier entré, premier sorti est autorisé.
- L'Italie dispose d'un vaste réseau de conventions fiscales, avec 101 pays.

Quelques faiblesses du système fiscal italien:

- L'Italie a plusieurs impôts fonciers qui génèrent des distorsions avec des prélèvements séparés sur les transferts immobiliers, les successions et les transactions financières, ainsi qu'un impôt sur la fortune sur des actifs sélectionnés.
- Le taux de TVA de 22 pour cent s'applique à la cinquième assiette de taxe à la consommation la plus étroite de l'OCDE.
- Le taux d'impôt sur les sociétés de 27,8 pour cent est supérieur à la moyenne de l'OCDE de 23,6 pour cent.

Japon

24^e

Classement général	Score global	Classement impôts sur les sociétés	Classement impôts sur le revenu des particuliers	Classement taxes à la consommation	Classement impôts fonciers	Classement règles fiscales internationales
24	61,5	30	34	6	26	25

Le Japon occupe la 24^e place au classement général de l'*Indice de Compétitivité Fiscale Internationale* en 2023, soit deux places de mieux par rapport à 2022.

Quelques atouts du système fiscal japonais:

- Le Japon a un faible taux de TVA de 10 pour cent.
- L'assiette de l'impôt sur la consommation est relativement large, couvrant 70 pour cent de la consommation.
- Le taux d'imposition sur le revenu des particuliers au Japon sur les dividendes est de 20,3 pour cent, en dessous de la moyenne de l'OCDE de 24 pour cent.

Quelques faiblesses du système fiscal japonais:

- Le Japon a un système d'impôt sur les sociétés avec un taux élevé de 29,7 pour cent et de faibles dispositions de recouvrement des coûts pour les investissements des entreprises dans les machines et les bâtiments.
- Le Japon a un système fiscal international hybride avec une exonération de 95 pour cent pour les dividendes étrangers et aucune exonération pour les plus-values étrangères, tandis que de nombreux pays de l'OCDE sont passés à un système entièrement territorial.
- Les entreprises sont très limitées quant au montant des pertes d'exploitation nettes qu'elles peuvent utiliser pour compenser leurs bénéfices futurs.

Corée du Sud

23^e

Classement général	Score global	Classement impôts sur les sociétés	Classement impôts sur le revenu des particuliers	Classement taxes à la consommation	Classement impôts fonciers	Classement règles fiscales internationales
23	61,6	26	37	2	32	26

La Corée du Sud occupe la 23^e place au classement général de l'*Indice de Compétitivité Fiscale Internationale* en 2023, comme en 2022.

Quelques atouts du système fiscal coréen

- La Corée du Sud a une TVA faible de 10 pour cent qui s'applique à une base relativement large, couvrant 72 pour cent de la consommation finale.
- La Corée du Sud dispose d'un vaste réseau de conventions fiscales, avec 93 pays.
- Les investissements des entreprises dans les machines bénéficient d'un traitement meilleur que la moyenne pour les déductions fiscales des entreprises.

Quelques faiblesses du système fiscal coréen:

- La Corée du Sud impose plusieurs taxes foncières génératrices de distorsions avec des prélèvements distincts sur les transferts immobiliers, les successions et les transactions financières.
- Le taux d'imposition sur les dividendes dans le cadre de l'impôt sur le revenu personnel est de 44 pour cent (comparé à une moyenne de l'OCDE de 24 pour cent).
- La Corée du Sud est l'un des rares pays de l'OCDE à opérer selon un système d'impôt sur les sociétés mondial (plutôt qu'un système territorial).

Lettonie

2^e

Classement général	Score global	Classement impôts sur les sociétés	Classement impôts sur le revenu des particuliers	Classement taxes à la consommation	Classement impôts fonciers	Classement règles fiscales internationales
2	88,5	1	3	27	5	9

La Lettonie occupe la 2^{ème} place au classement général de l'*Indice de Compétitivité Fiscale Internationale* en 2023, comme en 2022.

Quelques atouts du système fiscal letton:

- Le système d'impôt sur les sociétés en Lettonie ne taxe que les bénéfices distribués, permettant aux entreprises de réinvestir leurs bénéfices en franchise d'impôt.
- Les entreprises peuvent déduire les taxes foncières lors du calcul du revenu imposable.
- Les impôts sur le travail sont relativement uniformes, permettant au gouvernement de générer des revenus grâce aux impôts sur les travailleurs avec très peu de distorsions.

Quelques faiblesses du système fiscal letton:

- Le réseau de conventions fiscales de la Lettonie comprend 62 pays, un nombre relativement faible.
- Les règles de faible capitalisation en Lettonie sont parmi les plus strictes de l'OCDE.
- Le seuil auquel s'applique la TVA est significativement plus élevé que le seuil moyen de la TVA pour les pays de l'OCDE.

Lituanie

9^e

Classement général	Score global	Classement impôts sur les sociétés	Classement impôts sur le revenu des particuliers	Classement taxes à la consommation	Classement impôts fonciers	Classement règles fiscales internationales
9	76,6	3	10	30	7	22

La Lituanie occupe la 9^e place au classement général de l'*Indice de Compétitivité Fiscale Internationale* en 2023, comme en 2022.

Quelques atouts du système fiscal lituanien:

- Les investissements commerciaux dans les machines, les bâtiments et les actifs incorporels bénéficient d'un traitement fiscal meilleur que la moyenne.
- Le taux d'impôt sur les sociétés en Lituanie est de 15 pour cent, bien en dessous de la moyenne de l'OCDE de 23,6 pour cent.
- Les impôts sur le travail en Lituanie sont plus uniformes que la moyenne, permettant au gouvernement de générer des revenus grâce aux impôts sur les travailleurs avec très peu de distorsions.

Quelques faiblesses du système fiscal lituanien:

- La Lituanie a des conventions fiscales avec seulement 54 pays, en dessous de la moyenne de l'OCDE (74 pays).
- La Lituanie dispose à la fois d'une boîte de brevets (*patent box*) et d'une super déduction pour les dépenses de recherche et développement.
- Le seuil auquel s'applique la TVA est plus de deux fois plus élevé que le seuil moyen de l'OCDE.

Luxembourg

6^e

Classement général	Score global	Classement impôts sur les sociétés	Classement impôts sur le revenu des particuliers	Classement taxes à la consommation	Classement impôts fonciers	Classement règles fiscales internationales
6	78,9	23	21	7	14	5

Le Luxembourg occupe la 6^e place au classement général de l'*Indice de Compétitivité Fiscale Internationale* en 2023, soit une place de mieux par rapport à 2022.

Quelques atouts du système fiscal luxembourgeois:

- Les investissements des entreprises dans les machines et les biens incorporels bénéficient d'un traitement fiscal meilleur que la moyenne.
- Le Luxembourg applique son taux de TVA relativement bas, de 17 pour cent à 86 pour cent de la consommation finale.
- Les plus-values sont exonérées d'impôt si un bien meuble tel qu'une action a été détenu pendant au moins six mois, ce qui encourage l'épargne à long terme.

Quelques faiblesses du système fiscal luxembourgeois:

- Les entreprises sont limitées dans la période pendant laquelle elles peuvent utiliser leurs pertes d'exploitation nettes pour compenser leurs bénéfices futurs et ne sont pas en mesure d'utiliser leurs pertes pour compenser leurs revenus imposables passés.
- Le Luxembourg dispose de plusieurs impôts fonciers générateurs de distorsions, avec des prélèvements distincts sur les transferts immobiliers, les successions et l'actif net des entreprises.
- Le Luxembourg dispose d'un impôt de solidarité qui agit comme une surtaxe de 7 pour cent sur les revenus des sociétés et une surtaxe de 7 à 9 pour cent sur les revenus des particuliers.

Mexique

26^e

Classement général	Score global	Classement impôts sur les sociétés	Classement impôts sur le revenu des particuliers	Classement taxes à la consommation	Classement impôts fonciers	Classement règles fiscales internationales
26	60,1	27	28	12	2	38

Le Mexique occupe la 26^e place au classement général de l'*Indice de Compétitivité Fiscale Internationale* en 2023, soit deux places de mieux par rapport à 2022

Quelques atouts du système fiscal mexicain:

- Le taux d'impôt sur le revenu des particuliers sur les dividendes est de 17,1 pour cent, en dessous de la moyenne de l'OCDE de 24,1 pour cent.
- Les sociétés peuvent déduire les impôts fonciers lors du calcul du revenu imposable.
- Le Mexique autorise le traitement du coût des stocks selon le principe du dernier entré, premier sorti.

Quelques faiblesses du système fiscal mexicain:

- Les pertes commerciales sont sévèrement limitées quant au montant des bénéfices pouvant être compensés au fil du temps.
- L'assiette de la TVA est parmi les plus étroites de la zone OCDE, avec seulement 37 pour cent de la consommation finale taxée.
- Le Mexique possède un système fiscal mondial avec le taux de retenue à la source le plus élevé de l'OCDE, soit 35 pour cent sur les intérêts et les redevances, et un réseau de traités relativement restreint de 59 pays (moyenne de l'OCDE de 74 pays).

Pays-Bas

14^e

Classement général	Score global	Classement impôts sur les sociétés	Classement impôts sur le revenu des particuliers	Classement taxes à la consommation	Classement impôts fonciers	Classement règles fiscales internationales
14	70,6	25	19	16	21	4

Les Pays-Bas occupent la 14^e place au classement général de l'*Indice de Compétitivité Fiscale Internationale* en 2023, comme en 2022.

Quelques atouts du système fiscal néerlandais:

- Les Pays-Bas autorisent le report des pertes d'exploitation nettes sur un an et le traitement du coût des stocks selon le principe du dernier entré, premier sorti.
- Les Pays-Bas disposent d'un système fiscal territorial exonérant à la fois les dividendes et les plus-values étrangers et d'un vaste réseau de conventions fiscales, avec 92 pays.
- Les sociétés peuvent déduire les impôts fonciers lors du calcul du revenu imposable.

Quelques faiblesses du système fiscal néerlandais:

- Les Pays-Bas disposent d'un système fiscal progressif avec un taux légal maximum sur le revenu des particuliers 49,5 pour cent.
- Le taux des gains en capital de 32 pour cent est nettement supérieur à la moyenne de l'OCDE de 19,3 pour cent.
- Les entreprises sont limitées dans la période pendant laquelle elles peuvent utiliser leurs pertes d'exploitation nettes pour compenser leurs bénéfices futurs.

Nouvelle-Zélande

3^e

Classement général	Score global	Classement impôts sur les sociétés	Classement impôts sur le revenu des particuliers	Classement taxes à la consommation	Classement impôts fonciers	Classement règles fiscales internationales
3	86,1	29	5	1	8	19

La Nouvelle-Zélande occupe la 3^e place au classement général de l'*Indice de Compétitivité Fiscale Internationale* en 2023, comme en 2022.

Quelques atouts du système fiscal néo-zélandais:

- La Nouvelle-Zélande ne prélève aucun impôt sur les successions, les transferts de propriété, les actifs, les plus-values ou les transactions financières.
- La TVA de 15 pour cent s'applique à presque toute l'assiette fiscale potentielle à la consommation.
- La Nouvelle-Zélande autorise le report indéfini des pertes des entreprises, ce qui permet aux entreprises d'être imposées sur leur rentabilité moyenne.

Quelques faiblesses du système fiscal néo-zélandais:

- La Nouvelle-Zélande a un taux d'imposition des sociétés supérieur à la moyenne de 28 pour cent (la moyenne de l'OCDE est de 23,6 pour cent) et des dispositions relativement faibles en matière de recouvrement des coûts pour les investissements des entreprises.
- La Nouvelle-Zélande dispose d'un réseau étroit de conventions fiscales, avec 40 pays.
- Le coût des stocks peut être comptabilisé selon la méthode du premier entré, premier sorti ou la méthode du coût moyen (le dernier entré, premier sorti n'est pas autorisé).

Norvège

17^e

Classement général	Score global	Classement impôts sur les sociétés	Classement impôts sur le revenu des particuliers	Classement taxes à la consommation	Classement impôts fonciers	Classement règles fiscales internationales
17	66,6	14	27	23	15	12

La Norvège occupe la 17^e place au classement général de l'*Indice de Compétitivité Fiscale Internationale* en 2023, soit une baisse d'une place par rapport à 2022.

Quelques atouts du système fiscal norvégien:

- La Norvège autorise le report indéfini des pertes des entreprises.
- Le taux d'imposition des sociétés en Norvège, de 22 pour cent, est proche de la moyenne de l'OCDE (23,6 pour cent).
- La Norvège dispose d'un système fiscal territorial, d'un réseau de 87 conventions fiscales et d'aucune retenue à la source sur les intérêts et les redevances.

Quelques faiblesses du système fiscal norvégien:

- Les sociétés sont limitées dans leur capacité à radier des investissements.
- La Norvège est l'un des rares pays de l'OCDE à prélever un impôt sur la fortune nette.
- Les règles relatives aux sociétés étrangères contrôlées s'appliquent aux revenus passifs et actifs.

Pologne

33^e

Classement général	Score global	Classement impôts sur les sociétés	Classement impôts sur le revenu des particuliers	Classement taxes à la consommation	Classement impôts fonciers	Classement règles fiscales internationales
33	55,3	16	12	36	31	27

La Pologne occupe la 33^e place au classement général de l'*Indice de Compétitivité Fiscale Internationale* en 2023, comme en 2022.

Quelques atouts du système fiscal polonais:

- La Pologne a un taux d'imposition des sociétés inférieur à la moyenne de 19 pour cent (la moyenne de l'OCDE est de 23,6 pour cent) et une déduction pour fonds propres qui limite le biais fiscal en faveur de l'endettement.
- Les impôts sur le travail en Pologne sont généralement stables, ce qui permet au gouvernement de tirer des recettes des impôts sur les travailleurs dont les coûts d'efficacité sont relativement faibles.
- La Pologne dispose d'un vaste réseau de conventions fiscales comprenant 86 pays.

Quelques faiblesses du système fiscal polonais:

- La Pologne a de multiples impôts fonciers générateurs de distorsions, avec des prélèvements distincts sur les transferts immobiliers, les successions, les actifs bancaires et les transactions financières.
- Les entreprises sont très limitées quant au montant des pertes d'exploitation nettes qu'elles peuvent utiliser pour compenser leurs bénéfices futurs et sont incapables d'utiliser leurs pertes pour réduire leurs revenus imposables passés.
- Les entreprises ne peuvent amortir que 33,8 pour cent du coût des bâtiments industriels en termes réels (la moyenne de l'OCDE est de 48,9 pour cent).

Portugal

34^e

Classement général	Score global	Classement impôts sur les sociétés	Classement impôts sur le revenu des particuliers	Classement taxes à la consommation	Classement impôts fonciers	Classement règles fiscales internationales
34	52,1	37	29	26	20	28

Le Portugal occupe la 34^e place au classement général de l'*Indice de Compétitivité Fiscale Internationale* en 2023, soit une place de mieux par rapport à 2022.

Quelques atouts du système fiscal portugais:

- Les sociétés peuvent déduire leurs impôts fonciers de leur revenu imposable, et il y a une déduction pour fonds propres.
- Le Portugal dispose d'un système fiscal territorial qui exonère les revenus étrangers de dividendes et de plus-values pour la plupart des pays.
- Le Portugal prévoit des amortissements du coût du capital supérieurs à la moyenne pour les investissements en machines.

Quelques faiblesses du système fiscal portugais:

- Le Portugal a un taux d'imposition des sociétés élevé de 31,5 pour cent, y compris de multiples surtaxes (la moyenne de l'OCDE est de 23,6 pour cent).
- La TVA au taux de 23 pour cent s'applique à seulement la moitié de l'assiette potentielle de la taxe à la consommation.
- Le Portugal a un taux d'imposition maximum élevé sur le revenu des particuliers de 53 pour cent, ce qui inclut les impôts complémentaires.

Royaume-Uni

30^e

Classement général	Score global	Classement impôts sur les sociétés	Classement impôts sur le revenu des particuliers	Classement taxes à la consommation	Classement impôts fonciers	Classement règles fiscales internationales
30	56,1	28	26	35	35	2

Le Royaume-Uni occupe la 30^e place au classement général de *l'Indice de Compétitivité Fiscale Internationale* en 2023, soit une baisse de trois places par rapport à 2022.

Quelques atouts du système fiscal britannique:

- Le Royaume-Uni prévoit une comptabilisation intégrale des investissements des entreprises dans les machines et un recouvrement des coûts supérieur à la moyenne pour les investissements dans les actifs incorporels.
- Le Royaume-Uni dispose d'un système fiscal territorial exonérant à la fois les dividendes étrangers et les plus-values sans aucune limitation nationale.
- Le réseau de conventions fiscales du Royaume-Uni, qui compte 130 pays, est le plus vaste de l'OCDE.

Quelques faiblesses du système fiscal britannique:

- Le taux d'imposition le plus élevé sur les dividendes est de 39,35 pour cent, bien au-dessus de la moyenne de l'OCDE (24,2 pour cent).
- La fardeau fiscal foncier est le plus élevé de la zone OCDE.
- La TVA au taux de 20 pour cent s'applique à moins de la moitié de l'assiette potentielle de la taxe à la consommation.

Slovaquie

12^e

Classement général	Score global	Classement impôts sur les sociétés	Classement impôts sur le revenu des particuliers	Classement taxes à la consommation	Classement impôts fonciers	Classement règles fiscales internationales
12	74,3	18	2	29	3	30

La Slovaquie occupe la 12^e place au classement général de *l'Indice de Compétitivité Fiscale Internationale* en 2023, comme en 2022.

Quelques atouts du système fiscal slovaque:

- Le taux d'imposition personnel sur les dividendes est très faible, à 7 pour cent (contre une moyenne de 24 pour cent dans l'OCDE).
- La Slovaquie bénéficie d'un traitement fiscal meilleur que la moyenne pour les investissements des entreprises dans les machines, les bâtiments et les biens immatériels.
- Les sociétés peuvent déduire les impôts fonciers lors du calcul du revenu imposable.

Quelques faiblesses du système fiscal slovaque:

- Les entreprises sont sévèrement limitées dans la quantité de pertes d'exploitation nettes qu'elles peuvent utiliser pour compenser les profits futurs et ne peuvent pas utiliser les pertes pour réduire le revenu imposable passé.
- Le taux de TVA de 20 pour cent s'applique à environ la moitié de la base potentielle de la taxe à la consommation.
- La Slovaquie dispose à la fois d'une *patent box* et d'une super déduction pour les dépenses de recherche et développement, ajoutant à la complexité du système

Slovénie

16^e

Classement général	Score global	Classement impôts sur les sociétés	Classement impôts sur le revenu des particuliers	Classement taxes à la consommation	Classement impôts fonciers	Classement règles fiscales internationales
16	66,6	7	13	31	24	18

La Slovénie occupe la 16^e place au classement général de l'*Indice de Compétitivité Fiscale Internationale* en 2023, soit trois places de mieux par rapport à 2022.

Quelques atouts du système fiscal slovène:

- La Slovénie a un taux d'impôt sur les sociétés de 19 pour cent, en dessous de la moyenne de l'OCDE (23,6 pour cent).
- La TVA de 22 pour cent de la Slovénie s'applique à une assiette fiscale correspondant à peu près à la moyenne de l'OCDE.
- Les impôts sur les plus-values sont réduits plus les actifs sont détenus longtemps (un taux de zéro pour cent s'applique après avoir détenu un actif pendant au moins 20 ans), encourageant l'épargne à long-terme.

Quelques faiblesses du système fiscal slovène:

- Le traitement fiscal slovène des investissements immobiliers et incorporels est inférieur à la moyenne de l'OCDE.
- La Slovénie dispose d'un réseau de conventions fiscales relativement étroit, avec 59 pays, et d'un système fiscal territorial seulement partiel.
- La Slovénie a de multiples impôts fonciers générateurs de distorsions, avec des prélèvements distincts sur les transferts immobiliers, les successions et les actifs bancaires.

Suède

13^e

Classement général	Score global	Classement impôts sur les sociétés	Classement impôts sur le revenu des particuliers	Classement taxes à la consommation	Classement impôts fonciers	Classement règles fiscales internationales
13	73,3	8	20	21	10	13

La Suède occupe la 13^e place au classement général de l'*Indice de Compétitivité Fiscale Internationale* en 2023, comme en 2022.

Quelques atouts du système fiscal suédois:

- La Suède prévoit le report indéfini des pertes nettes d'exploitation, ce qui permet aux entreprises d'être imposées sur leur rentabilité moyenne.
- La Suède dispose d'un système fiscal territorial qui exonère de l'impôt les dividendes étrangers et les plus-values sans aucune limitation nationale.
- La Suède dispose d'un vaste réseau de conventions fiscales, avec 85 pays.

Quelques faiblesses du système fiscal suédois:

- En Suède, le taux d'imposition des dividendes des particuliers et le taux d'imposition des plus-values sont tous deux de 30 pour cent, supérieurs à la moyenne de l'OCDE (24 pour cent pour les dividendes et 19 pour cent pour les plus-values).
- La Suède a un taux légal d'impôt sur le revenu des particuliers le plus élevé, soit 52,2 pour cent.
- La Suède a des règles sur les sociétés étrangères contrôlées qui s'appliquent aux revenus passifs et actifs.

Classement général	Score global	Classement impôts sur les sociétés	Classement impôts sur le revenu des particuliers	Classement taxes à la consommation	Classement impôts fonciers	Classement règles fiscales internationales
4	84,7	10	9	3	36	1

La Suisse occupe la 4^e place au classement général de l'*Indice de Compétitivité Fiscale Internationale* en 2023, comme en 2022.

Quelques atouts du système fiscal suisse:

- La Suisse a des dispositions de récupération des coûts supérieures à la moyenne pour les investissements dans les machines, les bâtiments et les actifs incorporels.
- La Suisse dispose d'un vaste réseau de traités fiscaux avec 102 pays et aucune règle SEC.
- La TVA suisse de 7,7 pour cent s'applique à une assiette couvrant 71 pour cent de la consommation finale.

Quelques faiblesses du système fiscal suisse:

- La Suisse a plusieurs taxes foncières génératrices de distorsions avec des prélèvements distincts sur les transferts immobiliers, la richesse nette, les successions, les actifs et les transactions financières.
- Les entreprises sont limitées dans la période pendant laquelle elles peuvent utiliser les pertes d'exploitation nettes pour compenser les bénéfices futurs et ne peuvent pas utiliser les pertes pour réduire le revenu imposable passé.
- Le seuil d'exonération de la TVA est presque deux fois plus élevé que la moyenne de l'OCDE.

Classement général	Score global	Classement impôts sur les sociétés	Classement impôts sur le revenu des particuliers	Classement taxes à la consommation	Classement impôts fonciers	Classement règles fiscales internationales
7	78,6	11	7	13	22	7

La Turquie occupe la 7^e place au classement général de l'*Indice de Compétitivité Fiscale Internationale* en 2023, soit trois places de mieux par rapport à 2022.

Quelques atouts du système fiscal turc:

- La Turquie a un système fiscal territorial qui exonère les dividendes étrangers et les gains en capital sans limitations de pays.
- L'impôt des particuliers sur les dividendes est de 20 pour cent, en dessous de la moyenne de l'OCDE (24 pour cent).
- La Turquie a une déduction pour fonds propres, répondant au biais en faveur de l'endettement inhérent à l'impôt sur le revenu des sociétés standard.

Quelques faiblesses du système fiscal turc:

- Les entreprises sont très limitées dans la période pendant laquelle elles peuvent utiliser leurs pertes d'exploitation nettes pour compenser leurs bénéfices futurs et ne peuvent pas utiliser leurs pertes pour réduire leurs revenus imposables passés.
- Le taux de TVA de 18 pour cent de la Turquie s'applique à moins de la moitié de l'assiette fiscale potentielle.
- La Turquie applique de multiples impôts fonciers qui créent des distorsions, avec des prélèvements distincts sur les transferts immobiliers, les successions et les transactions financières.

Méthodologie

L'ICFI est un classement relatif de la compétitivité et de la neutralité du code fiscal dans chacun des 38 pays de l'OCDE. Il utilise 41 variables réparties sur cinq catégories : impôt sur les sociétés, impôts sur le revenu des particuliers, taxes à la consommation, impôts fonciers et règles fiscales transfrontalières. Chaque catégorie a plusieurs sous-catégories, et chaque sous-catégorie peut contenir plusieurs des 41 variables. Par exemple, la catégorie des taxes à la consommation contient deux sous-catégories : taux et assiette. La sous-catégorie de l'assiette de la taxe à la consommation comprend ensuite deux variables : « seuil d'exonération de la TVA/taxe sur les ventes » et « assiette de TVA/taxe sur les ventes en pourcentage de la consommation totale ».

L'ICFI est conçu pour mesurer le code fiscal d'un pays de manière relative plutôt qu'absolue. Cela signifie qu'un score de 100 ne représente pas le meilleur code fiscal absolu possible, mais le meilleur code fiscal parmi les 38 pays de l'OCDE. Le score de chaque pays sur L'ICFI représente sa différence relative par rapport au meilleur score du pays.

Le calcul de la variable, de la sous-catégorie, de la catégorie et du score final

Premièrement, l'écart-type et la moyenne de chaque variable sont calculés. L'écart-type mesure la différence moyenne des variables fiscales d'un pays par rapport à la moyenne parmi les 38 pays.¹⁰² Par exemple, le taux d'impôt sur les sociétés moyen parmi les 38 pays de l'OCDE est d'environ 23,6 pour cent, avec un écart-type de 5,3 points de pourcentage. Cela signifie qu'en moyenne, le taux d'impôt sur les sociétés d'un pays de l'OCDE diffère de 5,3 points de pourcentage par rapport au taux moyen de 23,6 pour cent.

Pour comparer les variables entre elles, il est nécessaire de les standardiser, car chaque variable a une moyenne et un écart-type différents. Pour standardiser les variables, chaque observation se voit attribuer un score normalisé (z-score). Cela établit la moyenne de chaque variable à 0 avec un écart-type de 1. Le score de chaque pays pour chaque variable mesure sa différence par rapport à la moyenne de tous les pays pour cette variable. Un score de 0 signifie que le score d'un pays est égal à la moyenne, un score de -1 signifie qu'il est d'un écart-type en dessous de la moyenne, et un score de 1 est d'un écart-type au-dessus de la moyenne.

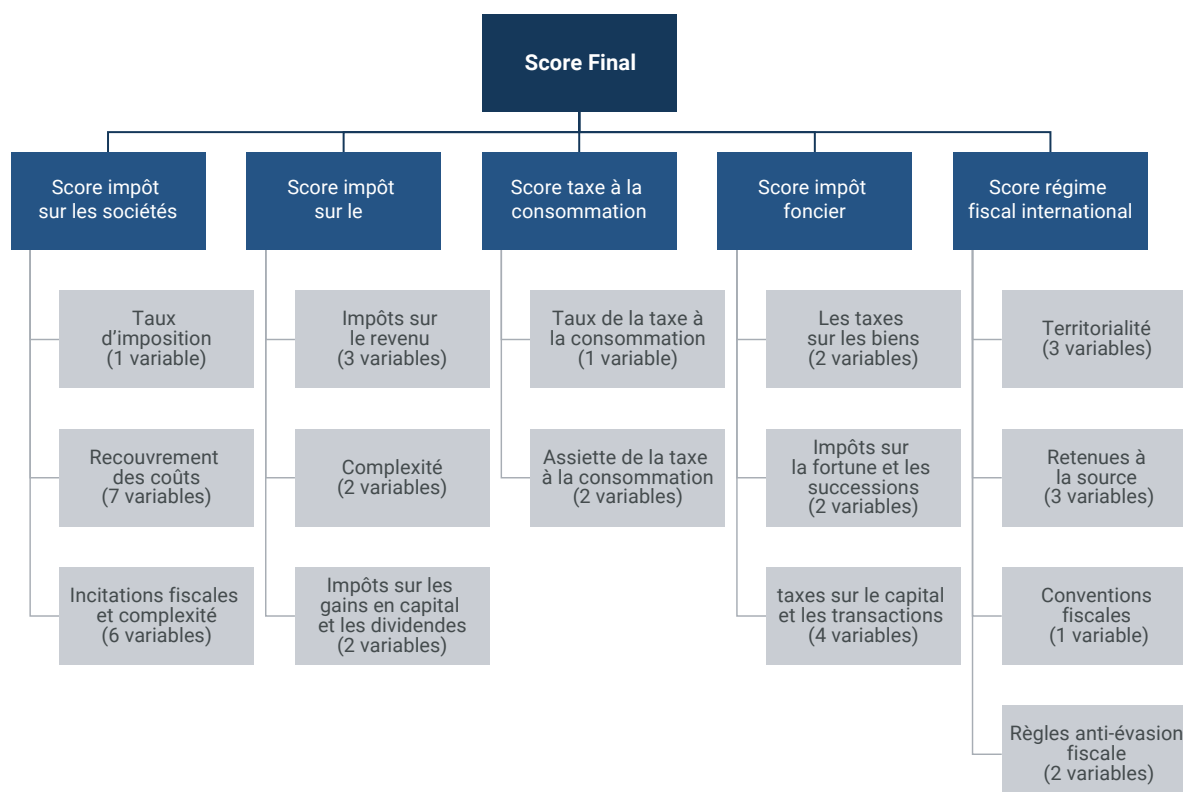
Le score pour le taux d'impôt sur les sociétés illustre ce processus. Comme mentionné précédemment, le taux d'impôt sur les sociétés moyen parmi les 38 pays de l'OCDE est de 23,6 pour cent, avec un écart-type de 5,3 points de pourcentage. Le score normalisé du taux d'impôt sur les sociétés des États-Unis est de -0,4¹⁰³, ce qui signifie qu'il est 0,4 écart-type moins compétitif que la moyenne des pays de l'OCDE. En revanche, le taux d'imposition de l'Irlande, qui est de 12,5 pour cent, est 2,08 écart-type plus compétitif que la moyenne des pays de l'OCDE.

La prochaine étape consiste à combiner les scores des variables pour calculer les scores de sous-catégories. À l'intérieur des sous-catégories, le score de chaque variable individuelle est pondéré de manière égale et additionné. Par exemple, la sous-catégorie de récupération des coûts comprend sept

102 Pour calculer l'écart type, on trouve la moyenne d'une variable (taux d'imposition des sociétés par exemple) et la différence du taux d'imposition de chaque pays par rapport au taux d'imposition moyen parmi les 38 pays. Nous prenons ensuite la différence entre chaque pays et la moyenne et trouvons la différence moyenne pour le groupe.

103 Le score véritablement normal est de 0,5. Le score est une valeur négative pour refléter le fait qu'être supérieur à la moyenne de l'OCDE n'est pas idéal.

Figure A. Composantes de l'Indice



variables : report en arrière des pertes, report en avant des pertes, la valeur actualisée des calendriers d'amortissement pour les machines, les bâtiments industriels et les immobilisations incorporelles, la méthode de comptabilisation des stocks, et l'ajustement pour les capitaux propres des sociétés. Les scores de chacune de ces sept variables sont multipliés par 1/7, soit 14,3 pour cent, pour leur donner un poids égal, puis ils sont additionnés. Le résultat est le score de la sous-catégorie de recouvrement des coûts.

Calcul des Scores des Sous-catégories

À partir de là, deux transformations se produisent. Tout d'abord, pour éliminer les valeurs négatives, le z-score le plus bas est multiplié par moins un. Ensuite, un est ajouté à cette valeur. Par exemple, la Colombie a le pire z-score pour la sous-catégorie du taux d'impôt sur les sociétés (-2.13). Ainsi, -2.1326 multiplié par moins 1 donne 2.1326. En ajoutant un à ce produit, on obtient 3.1326. Ensuite, 3.13 est ajouté au z-score de chaque pays pour obtenir le z-score ajusté. Cela établit le pire score dans chaque sous-catégorie à 1. Pour la Colombie, -2.13 plus 3.13 équivaut à 1.

Ensuite, les scores ajustés de sous-catégorie pour chaque pays sont mis à l'échelle de 100, par rapport au pays ayant le meilleur score dans chaque sous-catégorie. Cela se fait en prenant le z-score ajusté de chaque pays et en le divisant par le meilleur z-score ajusté dans chaque catégorie. Par exemple, la Hongrie, qui a le taux d'impôt sur les sociétés le plus bas, a le meilleur z-score ajusté de la sous-catégorie de taux d'impôt sur les sociétés, qui est de 2,73, et reçoit un score final de sous-catégorie de 100.

Calcul des Scores des Catégories

La même méthode est utilisée pour créer les scores de catégorie. Tout d'abord, le z-score des sous-catégories est moyenné pour créer le score initial de la catégorie. Ensuite, le pire z-score est multiplié par moins un et un est ajouté à ce produit. Le montant résultant est ajouté au z-score de chaque pays. Par exemple, la Colombie a le pire score initial de catégorie d'entreprise de -0,97. Ainsi, -0,97 multiplié par moins 1 donne 0,97. En ajoutant un à ce produit, on obtient 1,97. Ensuite, 1,97 est ajouté au score initial de catégorie de chaque pays pour donner le score initial de catégorie ajusté. Cela établit le pire score dans chaque catégorie à 1. Pour la Colombie, -0,97 plus 1,97 équivaut à 1.

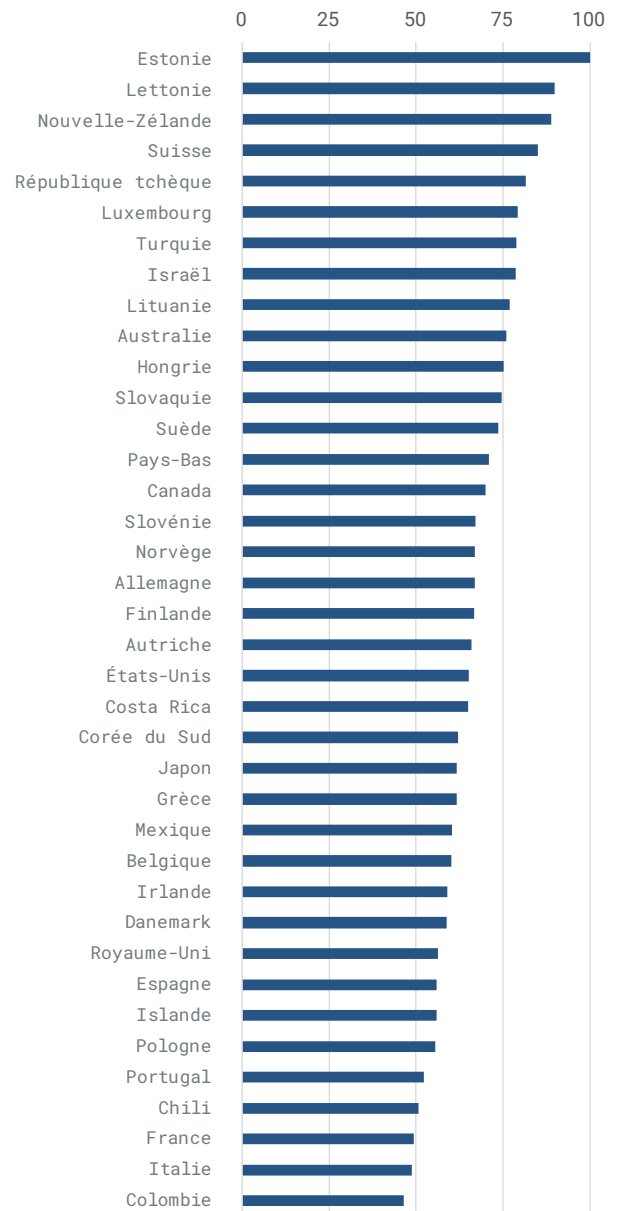
Deuxièmement, les scores initiaux de catégorie ajustés pour chaque pays sont mis à l'échelle de 100, par rapport au pays ayant le meilleur score dans chaque catégorie. Cela se fait en prenant le score initial de catégorie ajusté de chaque pays et en le divisant par le meilleur score initial de catégorie ajusté dans chaque catégorie. Par exemple, la Lettonie, qui a le meilleur score de catégorie d'entreprise, a le meilleur score de catégorie ajusté de 1,18, et reçoit un score final de catégorie de 100.

Calcul du Score Final

La même méthode est utilisée pour créer le score final. Tout d'abord, les scores initiaux de catégorie sont moyennés pour créer le score initial final. Ensuite, la valeur la plus basse du score initial final est multipliée par moins et l'on ajoute un à ce produit. Le montant résultant est ajouté au score initial final de chaque pays. Par exemple, la Colombie a le pire score initial final de -0,45. Ainsi, -0,45 multiplié par moins 1 donne 0,45. En ajoutant un à ce produit, on obtient 1,45. Ensuite, 1,45 est ajouté au score initial final de chaque pays (le score initial final ajusté). Cela établit le pire score dans chaque catégorie à 1.

Ensuite, les scores initiaux finals ajustés pour chaque pays sont mis à l'échelle de 100, par rapport au pays ayant le meilleur score dans chaque catégorie. Cela se fait en prenant le score initial final ajusté de chaque pays et en le divisant par le meilleur score initial final ajusté dans chaque catégorie. Par exemple, l'Estonie, qui a le meilleur score final, a le meilleur score final ajusté de 1,7, et reçoit un score final de catégorie de 100.

Figure B. Répartition des Scores Finaux



Répartition des Scores Finaux

De nombreux pays figurant dans *l'Indice* ont des scores finaux qui sont étroitement regroupés. Bien que les scores varient de 100 (Estonie) à 46,5 (Colombie), il y a 10 pays avec des scores dans les années 70 et 12 pays avec des scores dans les années 60. La proximité de certains scores signifie que de petites différences dans les valeurs des variables (comme une différence d'un point de pourcentage dans le taux d'impôt sur les sociétés ou la taille de la base de TVA) peuvent entraîner une différence de plusieurs positions au classement.

La distribution des scores montre également la distance entre la première et la deuxième place, démontrant à nouveau à quel point le système fiscal est significativement différent en Estonie, même par rapport au pays de l'OCDE ayant le deuxième système fiscal le plus compétitif et neutre, la Nouvelle-Zélande (avec un score final de 89,7)

Sources de données

L'ICFI comprend des données provenant de nombreuses sources :

- Guides fiscaux nationaux Bloomberg
- Source fiscale internationale de Deloitte
- Guides fiscaux internationaux d'Ernst & Young
- Commission européenne: Christoph Spengel, Frank Schmidt, Jost Heckemeyer et Katharina Nicolay, « Effective Tax Levels Using the Devereux/Griffith Methodology ».
- Fonds Monétaire International (FMI)
- Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)
- Base de données du Centre de fiscalité des entreprises de l'Université d'Oxford
- Résumés fiscaux mondiaux de PwC

L'ICFI utilise les données les plus récentes disponibles en juillet 2023. Les données peuvent ne pas refléter les changements dans les pays qui réalisent des réformes rapides. Consultez les notes de bas de page pour des citations spécifiques des données. Une documentation détaillée des sources peut être trouvée à www.github.com/TaxFoundation/international-tax-competitiveness-index

Qui nous sommes

La mission de Tax Foundation Europe est d'améliorer la vie des gens grâce à des politiques fiscales favorisant une croissance économique et créant des opportunités.

Notre vision est celle d'un monde où le code fiscal n'est pas un obstacle à la réussite. Chaque jour, dans l'Union européenne et dans toute l'Europe, notre équipe d'experts s'efforce d'atteindre cette vision en restant perspicaces et engagés, et en défendant les principes d'une politique fiscale saine : simplicité, neutralité, transparence et stabilité.

Nous produisons des recherches et des analyses spécifiquement conçues pour éclairer cinq débats clés dans la politique fiscale européenne : le concept d'équité fiscale, la double transition verte et numérique, les finances publiques et les ressources propres, la compétitivité et la productivité, et l'avenir de la fiscalité en Europe.

Centre De Politique Fiscale Mondiale

Daniel Bunn

Président Directeur Général

Cristina Enache

Économiste

Alex Mengden

Analyste des politiques mondiales

Sean Bray

Directeur de la politique européenne

Cecilia Perez Weigel

Associée en politique européenne



TAX FOUNDATION

©2023 Tax Foundation

Tax Foundation
1325 G Street, N.W. Suite 950
Washington, D.C. 20005
202-464-6200

taxfoundation.org